



ÉDUCATION

À L'ÉCOLE, ON MET LES MASQUES! ENTRE CACOPHONIE ET HABITUDES, LES MESURES SANITAIRES S'APPLIQUENT

► 7

ÉDUCATION



LES ÉCOLES D'IMMERSION VICTIMES DE LEUR SUCCÈS

► 9

ENCORE PLUS D'ÉLUS

FRANCOPHONES À OTTAWA



LEURS PROMESSES, LEUR VISION

► 2-3

SANTÉ

INQUIÉTUDES CHEZ LES PROCHES AIDANTS.

► 16

MUSIQUE



LES ARTISTES S'EN DONNENT À CŒUR JOIE!

► 24



DOSSIER SPÉCIAL EN COLOMBIE-BRITANNIQUE ENTRE L'ARBRE ET L'ÉCORCE : L'HISTOIRE D'UNE RÉSISTANCE HISTORIQUE POUR SAUVER UNE FORÊT MENACÉE

► 10-13



FÉDÉRAL

JOURNÉE NATIONALE DE LA VÉRITÉ ET DE LA RÉCONCILIATION

► 19-21



EDMONTON

POLITIQUE

Randy Boissonnault, député libéral de la circonscription d'Edmonton-Centre. Crédit : Courtoisie.

LE GRAND RETOUR DE RANDY BOISSONNAULT À OTTAWA

Défait aux élections 2019, **Randy Boissonnault** est très fier et honoré que le message clé de sa campagne ait été entendu par les citoyens de la circonscription d'Edmonton-Centre : «Rétablir le lien direct entre Edmonton et Ottawa en ayant une voix forte progressiste au sein du gouvernement libéral».

Avec une course à l'électorat particulièrement serrée entre le candidat conservateur James Cumming et la candidate néo-démocrate Heather MacKensie, Randy Boissonnault a récolté 33,7% des voix.

Il remercie son équipe «du tonnerre». En 36 jours de campagne électorale, ils ont cogné à plus de 70 000 portes tout en respectant les mesures de santé publique partout où ils passaient.

Le député d'Edmonton-Centre raconte qu'il a réalisé chaque 2 jours et demi

une sorte de **marathon** à la marche pour aller rencontrer les citoyens. «J'ai fait en moyenne entre 10 et 15 kilomètres par jour.»

ACCENT SUR LES ENJEUX FRANCOPHONES

En entrevue avec Le Franco, Randy Boissonnault réaffirme que le projet de loi sur les langues officielles sera déposé d'ici les prochains mois. Étant nouvellement élu, il ne peut cependant pas garantir que ce sera le même projet de loi qui a été déposé le 12 juin dernier.



FORT MCMURRAY

POLITIQUE

Laila Goodridge accompagnée de son mari et de son bébé. Crédit photo : Courtoisie

LAILA GOODRIDGE DEVENUE MAMAN EN PLEINE CAMPAGNE ÉLECTORALE



GABRIELLE BEAUPRÉ
JOURNALISTE

Élue pour la première fois comme députée fédérale conservatrice de la circonscription de Fort McMurray-Cold Lake, **Laila Goodridge** a obtenu 67,3% des votes de sa circonscription. Pourtant sa campagne électorale n'a pas été de tout repos. En plus de la course à l'élection, elle a embrassé pour la première fois son rôle de maman.



GLOSSAIRE

MARATHON

Une épreuve de course sur une distance de 42,195 kilomètres

tâche est de travailler avec le gouvernement albertain et de bâtir des ponts avec lui pour qu'on puisse soutenir le Campus Saint-Jean».

Quant au système de santé, il assure que le fédéral va tout faire en son possible pour porter secours aux Albertains. «On continue d'offrir tout le soutien dont la province de l'Alberta et le gouvernement Kenney vont nous demander incluant la réponse militaire, [l'arrivée imminente] d'infirmières et du personnel de santé.»

Plusieurs dossiers lui tiennent à cœur tels que les garderies à 10\$ par jour, la création de foyers abordables chez les itinérants et la protection des aînés. «Je vais pousser à Ottawa pour avoir des actions concrètes.» ▲

Pour le Campus Saint-Jean, le député d'Edmonton-Centre, qui y est également un fier finissant, applaudit la proposition de son parti de changer sa formule de financement. Dans son mandat, «ma



MA TÂCHE EST DE TRAVAILLER AVEC LE GOUVERNEMENT ALBERTAIN ET DE BÂTIR DES PONTS AVEC LUI POUR QU'ON PUISSE SOUTENIR LE CAMPUS SAINT-JEAN.”

Randy Boissonnault



Randy Boissonnault pendant sa campagne électorale. Crédit : Courtoisie.

Lorsqu'elle a été annoncée comme candidate conservatrice de la circonscription de Fort McMurray-Cold Lake, Laila Goodridge était enceinte de **son premier** enfant. Elle a accouché quelques jours plus tard. «C'était toute une aventure d'avoir un bébé en pleine campagne électorale.»

On pouvait d'ailleurs lire au lendemain de son élection ce gazouillis sur son fil Twitter : «The last five weeks have been a whirlwind. [...]» (Les 5 dernières semaines ont été un tourbillon - traduction libre).

Grâce au grand soutien de son mari et de son équipe, elle a pu concilier vie familiale et campagne électorale. «J'ai la meilleure équipe!» Elle l'a notamment aidé à rencontrer le plus de citoyens possible.

SON ARRIVÉE DANS LA CAPITALE NATIONALE

La députée de Fort McMurray-Cold Lake est excitée d'aller à Ottawa. «J'ai hâte d'y apporter une voix forte et une perspective différente.» Elle estime d'ailleurs que son bilinguisme est l'un de ses atouts.

Rassurante, elle continuera à apporter son soutien à la communauté franco-albertaine et à travailler avec ses organismes. «Je suis extrêmement fière de la vibrance et du dynamisme de la francophonie albertaine.» ▲



GLOSSAIRE

ENCEINTE

État d'une personne qui vit une grossesse

PHOTOS EN UNE

(Crédits : Courtoisie).

De haut en bas de gauche à droite :

1. Stéphanie Kusie, députée conservatrice de la circonscription de Calgary Midnapore. ;
2. Randy Boissonnault, député libéral de la circonscription d'Edmonton-Centre. ;
3. Heather McPherson, députée néo-démocrate de la circonscription d'Edmonton-Strathcona. ;
4. Laila Goodridge, députée conservatrice de la circonscription de Fort McMurray-Cold Lake.



EDMONTON

POLITIQUE

Heather McPherson, députée néo-démocrate de la circonscription d'Edmonton Strathcona. Crédit : Courtoisie

UNE DRÔLE DE CAMPAGNE POUR HEATHER MCPHERSON

La députée néo-démocrate de la circonscription d'Edmonton-Strathcona, **Heather McPherson** est très contente de sa réélection. Elle est fière d'avoir obtenu 60,7% du vote des électeurs. Faire campagne à l'ère de la COVID-19 a été très intéressant et étrange à la fois.

Heather McPherson emploie le terme «bizarre». En effet, en 2019, lors de sa première élection, elle raconte que son bureau de campagne était très occupé

par les bénévoles. Cette année, c'était le contraire, aucun volontaire ne pouvait s'y déplacer en raison de la crise sanitaire alors que «normalement, plusieurs personnes y travaillent pendant les élections».



POLITIQUE

STEPHANIE KUSIE, UNE FEMME D'ÉQUIPE

Élue avec 60,7% des votes dans la circonscription de Calgary Midnapore, la députée conservatrice **Stephanie Kusie** est enthousiaste à l'idée d'entamer son troisième mandat. Elle se dit très fière de sa campagne électorale et de son équipe.

Car cette victoire, elle la doit en partie à son équipe qui a pu assumer sa courte absence alors qu'elle est allée soutenir d'autres candidats conservateurs au pays la deuxième semaine de septembre.

Très occupée dans sa circonscription, elle est tout de même allée à Québec et Toronto pour «motiver mes collègues afin qu'ils aient plus confiance en eux dans leur campagne».

Elle s'est aussi entretenue avec Laila Goodridge, nouvellement maman et nouvelle députée conservatrice de la circonscription de Fort McMurray-Cold Lake. «Je suis maman moi aussi, alors c'était important pour moi d'aller la soutenir.»

À Calgary Midnapore, elle a prit le temps d'échanger avec son **électorat** par l'entremise du porte-à-porte, du téléphone et des réseaux sociaux.



GABRIELLE BEAUPRÉ
JOURNALISTE

SOUTENIR LA FRANCOPHONIE

Lorsque la députée de Calgary Midnapore retournera à la

“
IL FAUT
CONTINUER
CE TRAVAIL
PUISQUE
C'EST VRAI-
MENT IMPOR-
TANT POUR
L'AVENIR DE
LA LANGUE
FRANÇAISE
AU CANADA.”
Stephanie Kusie

langue française au Canada.»

Stephanie Kusie se rendra à Ottawa au cours de la première semaine d'octobre pour participer au caucus conservateur qui aura lieu avant le début des travaux parlementaires. Elle a hâte de retrouver ses collègues et de rencontrer les nouveaux élus conservateurs. ▲

Chambre des communes, le 18 octobre prochain, elle n'oubliera pas d'accentuer la pression sur le Parti libéral concernant les enjeux de la francophonie albertaine.

C'est essentiel pour elle de soutenir le Campus Saint-Jean, mais aussi la modernisation de la Loi sur les langues officielles. «Il faut continuer ce travail puisque c'est vraiment important pour l'avenir de la

Étant donné qu'il n'y avait aucun événement à organiser, elle a pu tout de même converser avec les citoyens de sa circonscription et écouter leurs préoccupations grâce au porte-à-porte. Un des éléments de sa campagne qu'elle a trouvé intéressant puisqu'elle rencontrait «un à un» les citoyens d'Edmonton-Strathcona.

TRAVAILLER POUR LES FRANCO-ALBERTAINS

Lors de son retour à Ottawa, Heather McPherson assure qu'elle continuera à travailler avec d'autres députés du Nouveau Parti démocratique, dont Alexandre Boulerice de la circonscription de Rosemont-La Petite-Patrie, pour faire avancer les dossiers des francophones en milieu minoritaire.

Elle souligne qu'ils feront, avec d'autres élus, **pression** sur le Parti libéral pour qu'il propose rapidement une loi sur les langues officielles. Elle martèle qu'il est très important de protéger les communautés francophones qui se trouvent à l'extérieur du Québec.

NE PAS OUBLIER LE CAMPUS SAINT-JEAN

Concernant le Campus Saint-Jean et sa sauvegarde, elle indique qu'elle continuera à prendre la parole à la Chambre des communes pour soutenir ce dossier. Elle le sait très important dans la province puisqu'il forme notamment les futurs enseignants francophones.

Qu'ils soient étudiants, actifs ou retraités, «c'est un grand honneur de représenter les Franco-Albertains et tous les citoyens d'Edmonton-Strathcona à Ottawa», déclare-t-elle en français comme elle le fera tout au long de son entrevue.

Elle profite de l'instant pour souligner son bonheur d'apprendre la langue française depuis 2019 à Ottawa et son désir de continuer afin de s'améliorer. ▲



C'EST UN GRAND HONNEUR DE REPRÉSENTER LES FRANCO-ALBERTAINS ET TOUS LES CITOYENS D'EDMONTON-STRATHCONA À OTTAWA.”
Heather McPherson

GLOSSAIRE
PRESSION
Exercer une influence



■ Stéphanie Kusie, députée conservatrice de la circonscription de Calgary Midnapore. Crédit : Courtoisie.

GLOSSAIRE
ÉLECTORAT
Toutes les personnes qui ont le droit de vote

LA RÈGLE DE GRAND-MÈRE GRAMMAIRE

MBP

Connaissez-vous la règle nommée comme un célèbre joueur de soccer français? La règle Mbappé?

Règle : Dans les sons «in», «an», «en», «on» et «un», la lettre N se transforme en M devant un **m**, un **b** ou un **p**.

Ex. : La **lampe** de sa **chambre** est lourde comme du **plomb**.

Ex. : L'**imprimante** de l'**ambassadeur** est hors service.

Comme à toute règle, son exception : **bonbon** et ses dérivés comme bonbonnière, ainsi que **néanmoins** ne suivent pas cette règle. Le mot **embonpoint** suit la règle une fois sur deux...

Ex. : Attention, boire du **champagne** et manger des **bonbons** conduit à l'**embonpoint**.



AVOIR LA MAIN VERTE

«Avoir la main verte» ou «Avoir le pouce vert» signifie être doué pour le jardinage, savoir cultiver les plantes d'intérieur ou de jardin. La main est un membre du corps important pour faire l'entretien méticuleux des fleurs et plantes. L'adjectif «verte» renvoie à la couleur majoritairement présente dans nos plantations.

- Comment fais-tu Jonathan? Ton jardin est magnifique! Tu as vraiment la main verte!

- Tout est fané, il n'a vraiment pas la main verte!

CHRONIQUE

Spécialiste de la politique canadienne et québécoise, Frédéric Boily est professeur titulaire au Campus Saint-Jean (Université de l'Alberta). Il est l'auteur d'une dizaine d'ouvrages et de collectifs portant sur la droite, le conservatisme et le populisme. Il est aussi chercheur associé au Centre d'expertise et de formation sur les intégrismes religieux, les idéologies politiques et la radicalisation (CEFIR).

Source : Presse de l'Université Laval

L'ÉLECTION FÉDÉRALE DE 2021 DANS L'OUEST

On a beaucoup dit que les résultats de l'élection étaient similaires à ceux de 2019. De manière générale, les mêmes dynamiques de fond se sont reproduites avec des variations régionales. D'une part, le Parti libéral du Canada a augmenté légèrement le nombre de ses députés à 159, mais il reste toujours derrière les conservateurs en ce qui concerne le nombre de suffrages exprimés avec 32,6% contre 33,7%.

Ensuite, dans l'Ouest, les libéraux restent cantonnés dans les villes comme Winnipeg. Ces derniers devraient d'ailleurs prendre note que le pourcentage de voix obtenu par les néodémocrates est maintenant supérieur aussi bien en Saskatchewan qu'en Alberta. L'efficacité du vote libéral ne doit pas faire oublier ses faiblesses. Pour l'Alberta, les deux gains libéraux permettent cependant à Justin Trudeau de se sortir d'une situation particulièrement embarrassante, celle de n'avoir pu nommer, en 2019, un ministre de l'Alberta (et de la Saskatchewan) à la table du cabinet. On se désolé souvent du manque de pouvoir des ministres, ce qui est vrai, mais on se désolé encore plus lorsqu'une province n'est pas représentée. Il vaut mieux en effet se retrouver avec des interlocuteurs élus par les électeurs de la province au Conseil des ministres qu'avec un représentant des Prairies (Jim Carr) comme c'était le cas en 2019.

Quant aux conservateurs, la dernière semaine de la campagne aura été particulièrement éprouvante. Erin O'Toole n'avait certainement pas anticipé que celui que l'on présentait en 2019 comme l'homme fort de la droite, Jason Kenney, qui est maintenant le cancre de la famille conservatrice, vienne faire dérailler sa campagne.

Sa gestion catastrophique de la pandémie et les mea culpa, qui auraient dû survenir au plus tard dans les premiers jours de septembre, donnaient un souffle nouveau à la critique libérale selon laquelle on ne pouvait décidément pas faire confiance à Erin O'Toole. De plus, sa volte-face apportait du carburant supplémentaire au message de Maxime Bernier puisqu'il pouvait mettre dans le même sac Justin Trudeau, Erin O'Toole et Jason Kenney comme étant des partisans de l'autoritarisme sanitaire.

Tétanisé, O'Toole s'est alors muré dans le silence alors que se présenter avec Brian Mulroney a seulement eu pour effet de décevoir les élus conservateurs de l'Ouest qui considèrent toujours que l'ex-premier ministre qui incarne le mieux la droite reste Stephen Harper.

Pour Jagmeet Singh, la campagne positive qu'il a menée ne lui a pas donné les résultats escomptés, son parti continuant de faire du surplace. Il a bien fait

lors des débats, mais le programme intitulé «Oser mieux» apparaissait bien trop

“ ON SE DÉSOLE SOUVENT DU MANQUE DE POUVOIR DES MINISTRES, CE QUI EST VRAI, MAIS ON SE DÉSOLE ENCORE PLUS LORSQU'UNE PROVINCE N'EST PAS REPRÉSENTÉE.”

les Francophones et les Anglophones, la fameuse question ayant fait tant couler d'encre et de pixels au débat anglais, n'a pas propulsé la campagne du Bloc Québécois autant que son chef l'espérait.

irréaliste pour être adopté. Décidément, le NPD n'arrive pas — y arrivera-t-il un jour? — à se défaire de l'image d'être seulement un groupe de pression ou une chambre de réflexion pour les libéraux.

Enfin, un mot sur la polarisation politique. Le Canada est-il aussi divisé que plusieurs observateurs le croient? Certains vont dire que le Canada n'est pas vraiment divisé car les consensus du pays sont tout aussi solides qu'ils ne l'étaient : les grands partis ne remettent pas en cause la nécessité de l'immigration et les relations entre

GLOSSAIRE
CONSENSUS
Accord de plusieurs personnes, de plusieurs textes dans un domaine déterminé

Et le consensus progressiste domine, pour autant qu'on additionne le pourcentage des voix des libéraux à celui des néodémocrates. Il y a du vrai dans cette lecture et le Canada n'est pas

les États-Unis.

Mais après avoir dit ça, encore faut-il ne pas minimiser les problèmes de division qui sont les nôtres dans l'Ouest du pays. D'abord, malgré les deux gains des libéraux à Edmonton et Calgary et les quelques sièges supplémentaires à Vancouver, la fracture, le mot n'est pas trop fort, entre les régions rurales et le monde urbain reste intacte dans l'Ouest. Avec l'appel de Maxime Bernier, cette rupture régionale est dopée par une dimension idéologique encore plus grande que la dernière fois avec la montée d'un discours antivaccin qui se double de menaces envers les responsables politiques et sanitaires. Surtout, personne ne sait dans quelle direction la pandémie évoluera et si les discours anti-mesures ne se métamorphosent pas dans d'autres directions. ▲

VOULEZ-VOUS CRÉER VOTRE ENTREPRISE ?

Laissez-nous vous accompagner et vous assister!

CDÉA Conseil de développement économique de l'Alberta

Nouveau programme du CDÉA :

INTÉGRATION
entrepreneuriale
réussie

pour les nouveaux arrivants.

Rencontre personnalisée, ateliers et formation, activités de réseautage, mentorat de connexion, soutien aux transports.

Contactez-nous pour un premier RDV :

Edmonton et les environs :

carine@lecdea.ca

Calgary et les environs :

olga@lecdea.ca

Ou visitez lecdea.ca



Financé par :

Funded by:



Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada

Immigration, Refugees and Citizenship Canada

FRÉDÉRIC BOILY
POLITOLOGUE

DEUX NOUVELLES PLUMES AU FRANCO

Le Franco poursuit son envolée avec l'embauche ce mois-ci de deux nouveaux journalistes : Emmanuella Kondo et Isaac Lamoureux. Ils couvriront respectivement Calgary et Edmonton.



SIMON-PIERRE POULIN
DIRECTEUR DU JOURNAL

Recrutés localement, ces deux jeunes albertains étudient actuellement le journalisme en anglais. Cette

toute première expérience professionnelle dans une salle de presse, et en français, constitue pour eux une précieuse occasion d'acquérir des connaissances et des compétences qui leur serviront pendant toute leur carrière.

Pour Le Franco, ces embauches témoignent de notre engagement à outiller, à former et à promouvoir la relève journalistique francophone en Alberta. C'est notre mission.

Pour vous, lecteurs et lectrices, c'est un regard frais à travers le prisme de la jeunesse sur les enjeux qui font l'actualité francophone de l'Alberta.

Vous pouvez contacter directement

Isaac et Emmanuella à leur adresse respective :

journaliste.edmonton@lefranco.ab.ca et

journaliste.calgary@lefranco.ab.ca.

En tout temps, vous pouvez également partager des idées de sujets, vos histoires, des textes d'opinion, des suggestions ou toute autre rétroaction sur le travail de notre équipe à l'adresse : redaction@lefranco.ab.ca

Je vous remercie à l'avance pour l'esprit d'accueil et de bienveillance que vous réserverez à Emmanuella et Isaac. Je tiens également à remercier chaleureusement notre bailleur de fonds pour ces nouvelles embauches : le programme *Jeunesse Canada au travail dans les deux langues officielles*, une initiative du ministère du Patrimoine canadien.



Emmanuella Kondo
Journaliste Calgary

EMMANUELLA KONDO

Cette jeune étudiante est dans sa dernière année d'étude en journalisme à l'Université Mount Royal, située à Calgary, en Alberta. Elle a une grande passion et dévotion pour la justice politique, les droits de la personne et le travail humanitaire. Elle souhaite catalyser son enthousiasme pour l'écriture et rendre compte des situations humanitaires qui se passent partout dans le monde.

Sa vocation la pousse à compléter une mineure en sciences politiques et un certificat en communication internationale en espérant un jour devenir journaliste humanitaire.

Élevée à Montréal, elle est parfaitement bilingue. Depuis son arrivée à Calgary en 2014, Emmanuella a pris ses études en main et a décidé de poursuivre son baccalauréat en étude journalistique suite aux

conseils d'un enseignant du secondaire.

Elle espère un jour écrire des articles qui auront non seulement un impact dans le monde, mais qui mettront en lumière des solutions face aux problèmes humanitaires, sociaux et politiques.

Travailler au Franco est pour Emmanuella une nouvelle façon de se retrouver en tant que francophone vivant en Alberta, mais aussi d'être une voix forte pour les francophones de notre province.

Elle a été publiée dans le *Calgary Journal*, *The Reflector* et plusieurs autres publications.

ISAAC LAMOUREUX

Étudiant en troisième année au baccalauréat en communication, avec une spécialisation en journalisme à l'Université MacEwan, Isaac se passionne pour de nombreux sujets, plus particulièrement les sports et la politique.

En plus d'écrire, Isaac aime la production vidéo et la photographie. Isaac représente la jeune génération d'une grande lignée de Lamoureux venus du Québec. En effet, les Lamoureux faisaient partie des premiers colons à s'installer en Alberta en 1872 (Joseph et François Lamoureux). Il existe un livre qui couvre toute l'histoire de la famille Lamoureux : *Les Lamoureux The Pioneers*.

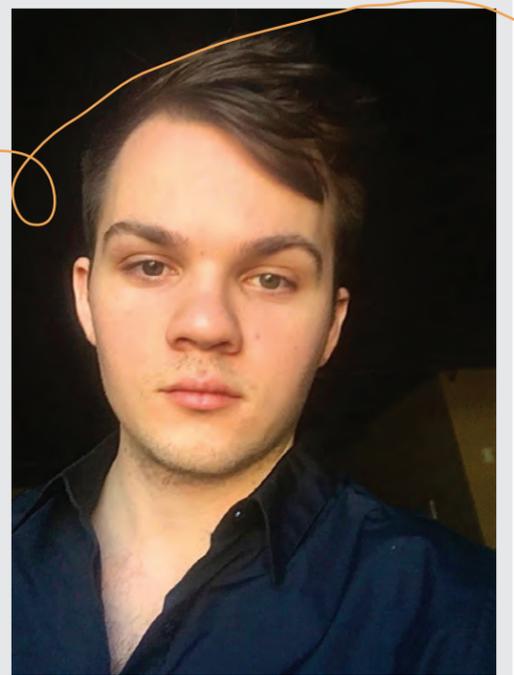
Sa langue maternelle, c'est l'anglais, mais le français a toujours été présent. En effet, Isaac a commencé l'immersion française en deuxième année à l'école Delwood à Edmonton. Après

avoir terminé l'école primaire, il a continué son immersion française à l'école Dickinsfield.

Durant sa huitième année, Isaac a déménagé à Kelowna et n'a pas pu continuer l'école en français. Cependant, Isaac n'a jamais oublié sa connexion avec la communauté francophone.

Durant ses études à l'Université MacEwan, Isaac a obtenu une autorisation spéciale pour suivre les cours de français (*Advanced French I et II*) les plus difficiles proposés par celle-ci. Après avoir réussi les deux cours sans problème, Isaac a toujours rêvé d'avoir un travail impliquant dans la communauté d'expression française.

Aujourd'hui, il est très heureux de faire partie de l'équipe du journal Le Franco.



Isaac Lamoureux
Journaliste Edmonton



VOUS ÊTES NOS YEUX ET NOS OREILLES!

Votre journal se prépare aux élections municipales

Partagez-nous vos réflexions en répondant un court sondage sur notre site web : lefranco.ab.ca
Vous pouvez aussi nous écrire à redaction@lefranco.ab.ca


**LES TWEETS
DE LA SEMAINE**

Stéphanie Chouinard

@DrSChouinard
Prof, POL
@RMCCanadaCMR
x@queensu
| Fellow 2021
| @fdnPETF |
#polcan #cdnpoli
#frcan #onfr
| Parfois à
@cbcradiocanada,
@lactualite, et
@acadienouvelle



Bonjour
@parti_liberal,
Aujourd'hui est le jour
1 de votre nouveau
gouvernement.
Il vous reste 99 jours
pour redéposer un
projet de loi sur la
modernisation de
la Loi sur les lan-
gues officielles. #pol-
can #frcan #elxn44
#ollo


Martin Kreiner

@martin_kreiner
Franco-albertain.
Vice-président
@fjcf_ca
Trésorier @ACFAAB



"le coeur de cette
élection est au
Québec"
-Ce que j'entends
sur @RadioCana-
dalInfo
Ce pays et cette
élection est plus
qu'une province.
J'ai littéralement
rien entendu au
sujet de l'AB SK MB
ou les territoires, et
au sujet de moins
de 5 circonscrip-
tions ailleurs.

CHRONIQUE

LA TENTATION DE FAIRE TABLE RASE DU PASSÉ

L'Antiquité grecque, la pensée romano-chrétienne et les jésuites ont jeté les bases de notre système éducatif. Les Lumières furent une période faste pour l'éducation citoyenne. Mais aucune autre époque avant nous n'a investi autant de moyens dans l'éducation pour assurer l'égalité, l'inclusion et la reconnaissance.

Reste que rien n'est parfait, même dans le meilleur des mondes. Il y a quelques années encore, ce rappel aurait suffi à déployer davantage d'efforts

pour combattre les injustices persistantes. Mais cela ne semble plus le cas. Nous avons perdu la foi dans le progrès — héritage du stoïcisme et du christianisme —, tandis que notre système d'éducation verse dans un délire à couper le souffle. De l'idéologie Woke fort détestable — qui rend pratiquement impossible la transmission —, en passant par la politique subversive des livres brûlés — au nom du raisonnement absurde que nous devrions nous infliger une humiliation équivalente à celle subie par d'autres cultures —, sans oublier les réticences des corps

enseignants à appliquer un programme scolaire — accusé d'être sans égard pour les particularismes —, tout concourt à faire table rase du passé.

NATURE DE NOTRE CRISE

Nous parlons souvent de «rage populiste» ou de «tendances anarchistes» pour expliquer le ras-le-bol à l'égard des élites. Nul doute que ce problème est très préoccupant et qu'il faille y répondre concrètement. Cela occulte toutefois un phénomène culturel plus puissant et bien antérieur, à la source duquel s'abreuve les extrêmes. Je parle du refus pur et simple d'assumer la «responsabilité du monde», selon l'expression de Hannah Arendt.

Certains voient dans les premières versions de la *Convention internationale des droits de l'enfant* (1924/1959) le signe de ce rejet de l'autorité. D'autres retracent son point de départ au 19^e siècle dans la victoire du positivisme. En réalité, cette crise correspond à un effondrement graduel des valeurs commencé au 17^e siècle, vers 1680, moment où l'*auto-nomie* dévie de sa trajectoire humaniste pour culminer successivement dans l'*individualisme* et le *matérialisme*.


ÉTIENNE HACHÉ
CHRONIQUEUR
POLÉMIQUE ET
PHILOSOPHIQUE

Depuis lors, nous sommes dans une **confusion** intellectuelle et pratique qui ne fait que s'accroître. Celle-ci a certes rendu la question éducative décisive, notamment



THÉODOR
ADORNO A
PARLÉ DE
LA LAIDEUR
COMME
ASCENSION
DIALEC-
TIQUE VERS
LE BEAU.”
Étienne Haché

importance de redonner à l'éducation ses lettres de noblesse.

À LA RECHERCHE D'IDÉAUX...

La solution à notre désarroi existentiel ne se trouve aucunement dans l'une de ces deux versions de l'éducation à l'exclusion de l'autre. C'est ce que Platon, un Grec ancien, idéaliste et conservateur, et l'Américain John Dewey, contemporain et théoricien de l'instrumentalisme, nous enseignent. Entre les deux se tient Jean-Jacques Rousseau, grand admirateur de *La République* de Platon et père spirituel de Dewey. Pionnier de la théorie des âges de l'enfant, Rousseau marque à la fois la ligne de séparation et le moment de synthèse de l'éducation *traditionnelle* et de l'éducation *progressive*.

Préparation de l'individu au monde, l'éducation platonicienne n'est pas toutefois, comme chez les sophistes, qu'un simple instrument destiné à verser une foule de connaissances pratiques dans l'âme. Selon Platon, pour parvenir à une fin politique (la Justice), l'éducation doit tourner le dos au sensible. Il faut lire certains passages célèbres de *La République* et des *Lois* où le penseur procède par gradation ontologique en vue d'ériger le Beau à rebours de la doxa (opinions). Cette finalité éthique de l'éducation est certes tributaire d'un idéal autoritaire et dogmatique de la vérité, qui plus est sectaire et aristocratique, rebelle à toute utilité immédiate.

Nous sommes les héritiers du conservatisme moral de Platon. De lui nous vient la tension, créatrice, entre éducation et savoir ; tension que l'auteur de *l'Émile*, Rousseau, a très bien saisi, lui qui fonde son entreprise sur une éducation *négative* destinée moins à gagner du temps qu'à en perdre. Bien évidemment, si l'on juge, comme Platon, que nos jeunes sont des ouvriers au service d'une science qui tire les ficelles de leur existence, leur humanité risque d'en souffrir. Si l'on estime toutefois comme les sophistes qu'ils doivent à tout prix obtenir une formation ouverte sur la vie, leur culture risque d'être superficielle et de vaine apparence.

L'exigence métahistorique et universelle du sens ne se laisse jamais écarter des considérations pratiques. Si l'éducation a parfois besoin de changement, celui-ci doit reposer sur des principes qui transcendent les idiosyncrasies. Une perspective bien présente également chez J. Dewey.

aux États-Unis afin d'absorber les vagues d'immigration, ainsi qu'en France avec les «hussards noirs de la République». Mais cette confusion semble aussi avoir nourri deux camps diamétralement opposés quant à la mission de l'éducation : les *conservateurs* et les *progressistes* ; chacun affichant fièrement son slogan et nous rappelant à l'occasion, non sans raison, l'importance de redonner à l'éducation ses lettres de noblesse.

L'école *nouvelle* est souvent décrite comme un véritable laboratoire d'expérimentation et de modelage de la réalité sociale propre au vécu de l'élève. C'est la curiosité qui conduit l'enfant à construire et à apprendre par lui-même, par-delà réussite ou échec. Or, dans son *Credo pédagogique*, Dewey insiste sur l'identification, par l'action, du moi à un objet ou à une idée qui transcende la tyrannie de l'utilité et lui confère un sens.

La difficulté de cette pédagogie du *jeu* et du *sacré*, que Dewey assume parfaitement, reste pourtant la même, bien que de manière inverse à Platon : Comment respecter l'autonomie de l'enfant ou plutôt comment le guider, l'éveiller, bref, l'introduire dans un horizon des fins sans lui imposer un conformisme qui asphyxie sa liberté ?

NOUS LIBÉRER DE LA LAIDEUR AMBIANTE

Platon et Dewey montrent qu'il est impossible de faire table rase. Le nouveau (l'enfant) s'insère plutôt dans un espace-temps à la fois préétabli et indéterminé. Là se joue, dans cet entre-deux, la possibilité de transformer le monde. Nous sommes des êtres à la fois historiques et tournés vers le futur. Le déclarer ne suffit pas ; il faut l'assumer. Comme le dit si bien le slogan d'un site de vente en ligne : «Libérons-nous du neuf. Faisons le choix du reconditionné». Théodor Adorno a parlé de la laideur comme ascension dialectique vers le beau. Reste à souhaiter que notre mocheté ambiante nous

fasse prendre conscience de l'importance d'avoir des ailes. Elle ne mérite pas d'être imitée, tant pour sa violence que pour la haine de soi et l'irrévérence dont elle fait preuve à l'égard de notre conscience historique.▲

GLOSSAIRE
CONFUSION

État de trouble, de manque de discernement

**OYEZ,
OYEZ!**

**VOUS ÊTES
ENTREPRENEUR.E !**

**VOUS SOUHAITEZ QUE LES
FRANCOPHONES DE L'ALBERTA
DÉCOUVRENT ET APPRÉCIENT
VOS PRODUITS ET SERVICES...**

**JOUEZ LA CARTE "LE FRANCO"! LA
RENTÉE COMMERCIALE SE PRÉPARE
DÈS MAINTENANT. N'HÉSITEZ PAS ET
CONTACTEZ VALÉRIANE À L'ADRESSE
RECEPTION@LEFRANCO.AB.CA**



■ L'école Sainte-Marguerite-Bourgeoys du Conseil scolaire FrancoSud. Crédit : Courtoisie.

“
LES
PARENTS
SONT DÉJÀ
INFORMÉS
[DES
RÈGLES
SANITAIRES
MISES EN
PLACE PAR
LE CONSEIL
SCOLAIRE]
ET LES
ENFANTS
ONT DÉJÀ
L'HABI-
TUDE.”

Frédéric Audet

À la récréation, les élèves de la même classe sont regroupés en cohorte. Autrement dit, ils doivent rester ensemble pour minimiser le risque de propager la COVID-19. Frédéric Audet explique que si un élève d'une autre cohorte l'attrape, ses enfants n'auront pas été exposés à la COVID-19. Une pratique également employée par le CSCN.

Par ailleurs, le père des deux enfants dit apprécier recevoir par courriel des notifications de la part du FrancoSud concernant les cas positifs à l'école. Bien que Services de santé Alberta ne s'en occupe

plus actuellement, le Conseil scolaire encourage les familles à l'informer des résultats de tests positifs à la COVID-19.

Par la suite, le FrancoSud s'occupe d'avertir les parents d'élèves en spécifiant le niveau et la classe exposé au virus tout en gardant l'anonymat de l'enfant. Cette nouvelle façon d'informer les parents sur les cas de COVID-19 est, pour lui, beaucoup moins stressante que l'année précédente. «On nous disait qu'il y avait un cas de COVID-19 à notre école et qu'on allait être contacté personnellement si c'était la classe de notre enfant».

Même s'il se dit satisfait des mesures mises en place par le conseil scolaire, Frédéric Audet a hâte que ses enfants connaissent la réalité scolaire sans les mesures sanitaires. ▲

BONJOUR LES MESURES SANITAIRES!

Le Conseil scolaire Centre-Nord (CSCN) a dû remettre en place les mesures sanitaires dans ses écoles dès la rentrée scolaire. La décision d'annuler la formule d'éducation hybride a été prise le printemps dernier en vue d'un retour à la normalité annoncé pour l'automne. Aujourd'hui, c'est un retour à la case départ.

IJL - FRANCO.PRESSE - LE FRANCO

En effet, le CSCN propose depuis le début de l'année scolaire des cours en présentiel. Aucun cours à distance n'est offert contrairement à l'année précédente. Robert Lessard, son directeur général, rapporte que cette décision a été prise en juin.

Pour planifier leur rentrée scolaire, le CSCN a sondé les familles dont les enfants étaient inscrits au programme d'apprentissage en ligne au printemps dernier. Celles-ci ont répondu majoritairement favorables à un retour en classe à l'automne. Robert Lessard relate que la

rentrée s'annonçait quasi normale avec l'arrivée du vaccin.

Pendant l'été, le CSCN n'a reçu que «très peu de demandes pour faire de l'enseignement en ligne. Ce n'était pas suffisant pour y affecter un enseignant», souligne-t-il. Aujourd'hui, Robert Lessard confirme que la réponse serait différente de la part des parents. Certains voudraient un retour à l'éducation à distance.

Pour l'instant, le CSCN donne ses cours en présentiel, mais si les autorités de santé publique décident d'un retour à distance, le conseil scolaire suivra les directives.

(Alberta Health Services). Pour l'instant, les autorités de santé publique ne le rendent pas obligatoire dans les établissements scolaires de la province.

Cependant, sur leur site web, il est indiqué que «les écoles peuvent avoir des exigences supplémentaires en matière de port de masque» (en date du 15 septembre 2021).

Le Conseil scolaire Centre-Nord l'a, quant à lui, rendu obligatoire pour tous ses niveaux, c'est-à-dire de la maternelle à la 12^e année. Lorsqu'ils se déplacent dans les **aires communes** de leur école, employés et élèves doivent porter le masque en tout temps.

En salle de classe, quand la distanciation physique est impossible, le couvre-visage est requis. Cependant, lorsque les élèves se trouvent à leur pupitre, assis l'un derrière l'autre, ils ont le droit de le retirer. «Évidemment, ceux qui préfèrent le garder peuvent le faire. On l'encourage», précise Robert Lessard.

Cette décision, il en convient, ne fait pas l'unanimité. Il y a des parents qui aimeraient que les enfants le portent en continu. D'autres sont contre. «On essaie de trouver l'équilibre entre le raisonnable et le plus rigide possible», assure le directeur général.

Le Conseil scolaire FrancoSud a pris la même décision que son homologue. Frédéric Audet, un père de famille dont les deux enfants fréquentent ce réseau scolaire, raconte qu'ils ne sont pas obligés de porter le masque en classe. Il est toutefois recommandé. S'ils veulent l'enlever, un crochet est installé à leurs bureaux afin de l'accrocher. «Lorsqu'ils se lèvent ou s'ils travaillent avec les amis, ils doivent le mettre.»

UNE ROUTINE SIMILAIRE

«La rentrée s'est fait beaucoup plus naturellement que l'année dernière», indique le père des deux enfants qui débutent leur parcours scolaire. «Les parents sont déjà informés [des règles sanitaires mises en place par le conseil scolaire] et les enfants ont déjà l'habitude.»

LE PORT DU MASQUE

À ce qui a trait au port du couvre-visage dans les établissements scolaires du CSCN, ce dernier suit de près les directives de Services de santé Alberta



“
ON
ESSAIE DE
TROUVER
L'ÉQUILIBRE
ENTRE LE
RAISON-
NABLE ET
LE PLUS
RIGIDE
POSSIBLE.”
Robert Lessard



GABRIELLE BEAUPRÉ
JOURNALISTE



BESOIN D'INFORMATION JURIDIQUE?

Nous sommes là pour vous aider!

Par téléphone Sans frais 1 844 266-5822

Par courriel question@infojuri.ca | www.ajefa.ca

Service d'assermentation gratuit à Edmonton

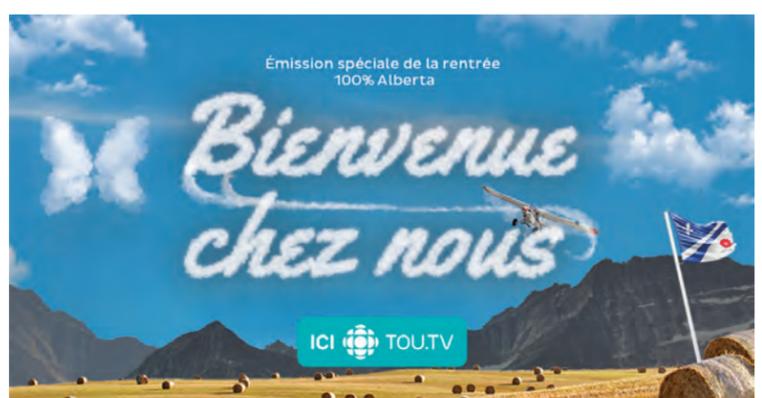


Notre Expérience. Votre Avantage.

Nous exerçons dans plusieurs domaines de droit y compris le droit de l'emploi, litiges de succession/testaments et droit immobilier.

Pierre C. Desrochers, c.r. • C. Vincent Kurata • Justin E. Kingston • Céline G. Bégin • Patrick W. Coones

1801 TD Tower, 10088 - 102 Avenue, Edmonton, AB T5J 2Z1
T 780.426.4660 F 780.426.0982
www.mccuaig.com





■ L'école Saint-Vital est nouvellement nommée l'école Quatre-Saisons. Crédit : Valériane Dumont.

L'ÉCOLE FRANCOPHONE SAINT-VITAL DE BEAUMONT DEVIENT L'ÉCOLE QUATRE-SAISONS

Une page se tourne à l'école francophone de Beaumont. Anciennement appelée Saint-Vital, elle est rebaptisée l'école catholique Quatre-Saisons, marquant pour Étienne Alary, président du Conseil catholique du Conseil scolaire Centre-Nord (CSCN), «une nouvelle étape dans le processus de réconciliation avec les communautés autochtones».

IJL - FRANCO.PRESSE - LE FRANCO

Ce nouveau nom fait suite à l'annonce du CSCN le 12 juillet dernier évoquant la nécessité de changer l'appellation de cette école. Cette décision découle des récentes découvertes de **dépouilles** d'enfants près des sites des anciennes écoles résidentielles de l'Ouest canadien et de l'implication du premier évêque du diocèse de Saint-Albert, Vital Grandin. En effet, celui-ci était un partisan du système des pensionnats autochtones.

Au début septembre, la communauté francophone a été invitée à soumettre des noms potentiels à un comité formé de la direction, de parents et d'élèves de l'école. Le président du Conseil catholique du CSCN indique que celui-ci a évalué 54 suggestions et il en a soumis cinq au CSCN qui, lui, a pris la décision finale.

Pendant la réunion du conseil d'administration du 22 septembre dernier, le nouveau nom a été annoncé. Étienne Alary indique que le nom Quatre-Saisons était populaire dans la communauté. Il est d'ailleurs inspiré du quartier dans lequel le nouvel établissement scolaire sera situé dans quelques années. Sa construction commencera dans quelques semaines dans le quartier Quatre-Saisons de Beaumont.

Robert Lessard, le directeur général du CSCN, mentionne que le ministère de l'Éducation ainsi que la municipalité seront informés du changement de nom dès le mois prochain. Un nouveau logo sera alors créé.



GABRIELLE BEAUPRÉ
JOURNALISTE

UN RETOUR DANS LE PASSÉ

Dans les documents officiels de l'ouverture de l'école

“ IL EST DIFFICILE DE PRÉSERVER CERTAINES CHOSES À LA LUMIÈRE DE CE QUE NOUS SAVONS EN CE MOMENT.”

Nathalie Keramoal

pas assez connue [dans l'actualité]» pour éviter de nommer l'école à la mémoire de Vital Grandin.

Nathalie Keramoal, professeure en études autochtones à l'Université de l'Alberta, explique que la situation a changé récemment compte tenu de la découverte du nombre élevé de tombes anonymes près des anciens pensionnats autochtones. «Il est difficile de préserver certaines choses à la lumière de ce que nous savons en ce moment.»

“ ON VISE À UN PROCESSUS DE RÉCONCILIATION AVEC NOS FRÈRES ET SŒURS DES COMMUNAUTÉS MÉTISSÉS ET AUTOCHTONES.”

Étienne Alary

Saint-Vital en 2014, Étienne Alary relate que le nom de l'école soulignait le travail de Vital Grandin dans la communauté francophone.

Pourtant, l'information concernant le rôle de l'évêque dans l'histoire tragique des pensionnats autochtones était publique. Robert Lessard, directeur général du CSCN depuis 2016, pense qu'à l'époque, cette histoire «n'était

pas assez connue [dans l'actualité]» pour éviter de nommer l'école à la mémoire de Vital Grandin.

Nathalie Keramoal, professeure en études autochtones à l'Université de l'Alberta, explique que la situation a changé récemment compte tenu de la découverte du nombre élevé de tombes anonymes près des anciens pensionnats autochtones. «Il est difficile de préserver certaines choses à la lumière de ce que nous savons en ce moment.»

D'AUTRES NOMS RÉVISÉS

Le conseil scolaire révisé actuellement le nom de ses écoles nommé en honneur de personnages historiques. On cite l'école Père-Lacombe à Edmonton et l'école

GLOSSAIRE

DÉPOUILLE
Corps humain après le décès

Alexandre-Taché à Saint-Albert, car ces deux hommes auraient également joué un rôle dans l'histoire des pensionnats autochtones.

Ce travail se fait notamment

en collaboration avec la région 4 de la Nation métisse de l'Alberta. Le président du Conseil catholique du CSCN précise que la décision de changer le nom de celles-ci ne peut pas être prise sans eux. «On vise à un processus de réconciliation avec nos frères et sœurs des communautés métisses et autochtones.»

Le processus du changement de nom est, d'après Denis Perreux, le directeur général de la Société historique francophone de l'Alberta, «une belle occasion d'éducation». Il peut permettre aux élèves de comprendre pourquoi, initialement, la communauté francophone a nommé l'établissement scolaire par le nom d'un personnage historique et comprendre «pourquoi ce nom est moins acceptable aujourd'hui».

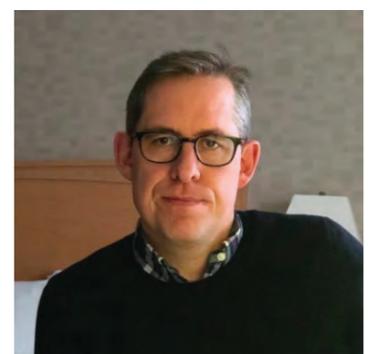
Il faut rappeler que la communauté francophone a «une perspective unique quant à la question du rôle de l'Église catholique dans la colonisation de l'Ouest.» Denis Perreux raconte que pendant les cinquante premières années, la langue dominante de l'Église était le français. ▲



■ Étienne Alary, président du Conseil catholique du Conseil scolaire Centre-Nord. Crédit : Courtoisie.



■ Nathalie Keramoal, professeure en études autochtones à l'Université de l'Alberta. Crédit : Courtoisie.



■ Denis Perreux, directeur général de la Société historique francophone de l'Alberta. Crédit : Courtoisie.



Emeline Leurent, directrice générale du Français pour l'avenir. Crédit : Courtoisie

ÉCOLE D'IMMERSION : UNE LOTERIE POUR INSCRIRE LES ENFANTS

Pour les jeunes francophiles, étudier le français dans les écoles d'immersion est un défi. Certains parents doivent notamment participer à une loterie pour y inscrire leurs enfants. L'organisme **Le Français pour l'avenir (FPA)** espère que la modernisation de la Loi sur les langues officielles changera la situation.

IJL - FRANCO.PRESSE - LE FRANCO

Au dévoilement du document de réforme des langues officielles le 19 février dernier, le FPA a salué avec enthousiasme la volonté du Parti libéral. En effet, celui-ci veut remédier à la pénurie d'enseignants de français et abolir les listes d'attente des écoles d'immersion.

Dès que le projet de loi sur la modernisation des langues 1 a été déposé en juin dernier, les membres de l'organisme ont poussé un soupir de soulagement. Concrètement, selon Emeline Leurent, la directrice générale de l'organisme, le projet de loi C-32 est un pas de plus pour «répondre enfin aux défis rencontrés par les jeunes dans leur apprentissage du français».

Lorsque les élections ont été déclenchées en août dernier, le projet de loi C-32 a été mis aux oubliettes. Avec déception, l'organisme s'est tourné vers le futur. Il espère que la Loi sur les langues officielles soit modifiée le plus rapidement possible par le Parti libéral, aujourd'hui réélu.

Car même si celui-ci est en situation minoritaire, il s'était engagé dans les 100 premiers jours de son nouveau mandat à redéposer un projet de loi sur les langues officielles.

Avec la modernisation de la Loi, Emeline Leurent, croit qu'étudier en français «deviendra alors un droit et le système éducatif devra s'adapter pour l'offrir à tous ceux qui le désirent».



GABRIELLE BEAUPRÉ
JOURNALISTE

“
BEAUCOUP
DE PARENTS
ANGLO-
PHONES
SOU-
HAITENT
INSCRIRE
LEURS
ENFANTS
DANS DES
ÉCOLES
D'IMMER-
SION PARCE
QU'ILS COM-
PRENNENT
L'IMPOR-
TANCE
DU BILIN-
GUISME.”
Emeline Leurent

LES ÉCOLES D'IMMERSION CONVOITÉES

Le français pour l'avenir s'implique notamment dans le dossier de la modernisation de la Loi sur les langues officielles depuis 2017. À ce titre, des membres de l'organisme participe à une **consultation** dans le cadre de l'étude qui évalue la perspective de la modifier.

Devant le Comité sénatorial permanent des langues officielles de la Chambre des communes présidée par Claudette Tardif, quatre anciens jeunes ambassadeurs du FPA ont pris la parole pour discuter de leur réalité dans

français.

L'une des difficultés soulevées est l'accès aux écoles d'immersion française. Julia Albert, ambassadrice du Français pour l'avenir en 2016 et originaire de Colombie-Britannique, se souvient que sa ville comptait deux écoles d'immersion. Le taux d'inscription était si élevé que les écoles procédaient par tirage au sort pour décider qui allait pouvoir s'inscrire.

«Beaucoup de parents anglophones souhaitent inscrire leurs enfants dans des écoles d'immersion parce qu'ils comprennent l'importance du bilin-



Sarah Fedoration, conseillère pédagogique pour les programmes d'immersion à Edmonton. Crédit : Courtoisie

GLOSSAIRE

CONSULTATION
Demander l'opinion

guisme», souligne la directrice du FPA.

Cette situation n'est pas unique. Emeline Leurent raconte qu'en raison du nombre de places limitées

dans les écoles d'immersion, certains parents vont se réveiller à trois heures du matin et faire la file pour espérer inscrire leurs enfants dans les écoles d'immersion.

UN CALIBRE MITIGÉ POUR DES ENSEIGNANTS DE FRANÇAIS

Sarah Fedoration, conseillère pédagogique pour les programmes d'immersion à Edmonton, relate que la situation est différente dans les régions urbaines de l'Alberta. «On prend tous les élèves qui veulent apprendre le français.»

Cependant, les écoles d'immersion de la province ont le même défi que dans tout le Canada : la pénurie d'enseignants. La conseillère pédagogique affirme que le besoin de professeurs est énorme. «Pour répondre à la demande, les enseignants embauchés ont juste un français un peu plus élevé que celui des élèves.»

Ici, dans la province, «ça varie selon les conseils scolaires». Elle explique que les conseils scolaires ont plus de facilité à embaucher des enseignants dans les grandes villes que dans les zones rurales. D'après la francophile, les raisons sont les avantages liés à l'urbanisation ainsi qu'aux possibilités d'emploi présentes dans les conseils scolaires de bonne taille.

Emeline Leurent note la problématique du sous-financement des établissements postsecondaires francophones tels que le Campus Saint-Jean. Avec un meilleur financement, les universités auraient plus d'inscriptions de futurs enseignants.

Le Français pour l'avenir est un organisme à but non lucratif présent partout au Canada. Il soutient les adolescents dans l'apprentissage du français et promeut le bilinguisme par diverses activités telles que les Forums locaux et le Forum national des jeunes ambassadeurs. ▲



OÙ EN ALBERTA?

OÙ PEUT-ON VOIR CET AVION?



?

FRANCO QUIZ

Testez vos connaissances sur la francophonie.

EN QUELLE ANNÉE LE TERRITOIRE DE ROULEAUVILLE A-T-IL ÉTÉ ACQUIS PAR LES PÈRES ALBERT LACOMBE ET HIPPOLYTE LEDUC, MISSIONNAIRES OBLATS DE MARIE IMMACULÉE?

N°1
1883

N°2
1889

N°3
1905

Réponses :
• Au Musée du
Commandement de
Bomber du Canada à
NANTON
• N°1

Cette semaine, exceptionnellement, Le Franco vous transporte de l'autre côté des Rocheuses, à Fairy Creek. Cette forêt ancienne chez nos voisins britanno-colombiens est en danger et une mobilisation grandissante s'organise pour la protéger, dans l'angle mort des grands médias.

À l'intersection de la protection de l'environnement, de la réconciliation et de la lutte pour la décolonisation se trouve un important contingent de francophones. Ils arrivent de partout au pays pour défendre leurs idéaux. Nous sommes allés à leur rencontre. Voici leur histoire en mots et en images.



ÎLE DE VANCOUVER

ENVIRONNEMENT

Les forêts anciennes représentent une communauté végétale en fin de succession à la structure de peuplement complexe qui présente des caractéristiques absentes dans les forêts plus jeunes. Crédit : Mike Graeme.

CHEZ NOS VOISINS, LES FRANCOPHONES MONTENT AUX BARRICADES

Fairy Creek, au sud de l'île de Vancouver, est le témoin d'un mouvement de désobéissance civile inégalé dans l'histoire du Canada. Des milliers de citoyens s'opposent à l'abattage d'arbres anciens depuis le 9 août 2020. Alors que la coupe suit son cours suite à l'injonction accordée à la compagnie forestière **Teal-Jones (Teal Cedar Products Ltd)**, l'escalade des tensions entre les manifestants et la Gendarmerie royale du Canada (GRC) tient la région en haleine.

IJL-RÉSEAU.PRESSE-LE FRANCO

Les arrestations et les plaintes du public s'accroissent à Fairy Creek en dépit du jugement de la Cour suprême de la Colombie-Britannique ayant déclaré «illégales» les zones d'exclusion aux manifestants, les points de contrôle, les fouilles et les restrictions imposées aux médias par la GRC.

En date du 13 septembre, la Commission civile d'examen et de traitement des plaintes relatives à la GRC (CCETP) a indiqué par courriel avoir reçu 207 plaintes du public, dont 77 relevant de son mandat qui seront envoyées pour enquête.

La GRC a procédé à plus de mille arrestations depuis le début des protestations. Le sergent Chris Manseau dénote par courriel «une escalade dans les tactiques de protestation et les allégations au cours des dernières semaines, depuis que les forces de l'ordre ont supprimé tous les camps et supports de protestation dans la région.»

des forêts anciennes ont commencé à s'organiser dès les années 1980 sur l'île de Vancouver. C'est aussi là qu'on y retrouve plusieurs écosystèmes forestiers exceptionnellement rares.

La plus célèbre de ces protestations, surnommée la «guerre dans les bois», avait mené à l'arrestation de 856 protestants à Clayoquot Sound à l'ouest de l'île en 1993.

Needle (Aiguille), natif de l'île de Vancouver, est présent depuis les débuts de la contestation de Fairy Creek. Membre du Rainforest Flying Squad (RSF), un mouvement d'action directe non violente mené par des bénévoles, il se rappelle que l'aventure a commencé lorsqu'un groupe de personnes veillant sur les terres de la vallée centrale Walbran a été alerté au début août 2020.

«Ils ont été informés par cet adolescent américain, Joshua Wright, qui regarde constamment des images satellites, qu'une exploitation forestière était en cours. Ils ont fait arrêter les machines. Quelques personnes sont alors restées sur place pendant l'automne et l'hiver en bloquant les deux entrées grâce aux camps River et Ridge», relate celui qui s'est dédié au mouvement à partir de mars 2021.

Les manifestants se sont rassemblés



Les manifestants construisent des «dragons» faits de tuyaux et de béton pour s'enchaîner aux équipements ou à la chaussée («dragons dormants»), ou dans des endroits élevés où il serait difficile et long de les extraire («dragons volants»). Crédit : Mike Graeme.

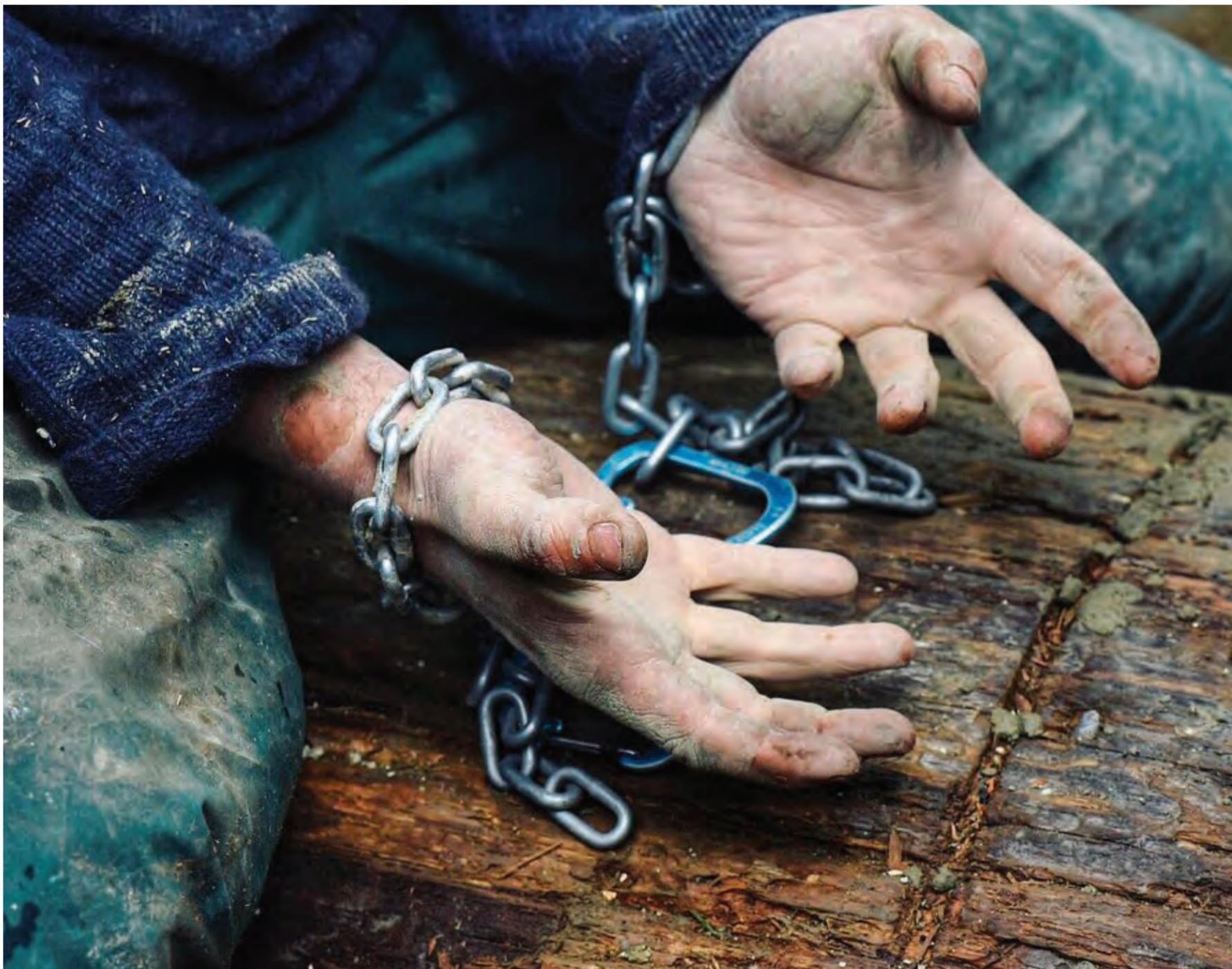


Des actions de protestation ont lieu dans le bassin versant de Fairy Creek depuis août 2020 pour protéger ce qui est le dernier peuplement de vieux arbres qui n'est pas situé dans un parc au sud de l'île de Vancouver. Crédit : Mike Graeme.

MARIE-PAULE BERTHIAUME
JOURNALISTE

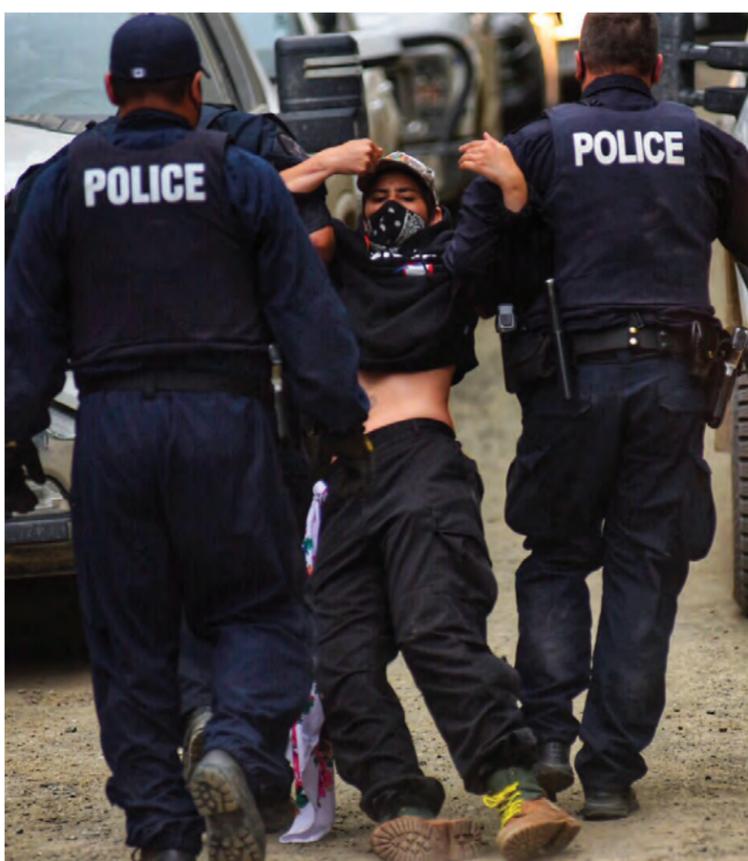
UN MOUVEMENT
CONTESTATAIRE
ENRACINÉ

Des manifestations
contre la coupe



■ La Rainforest Flying Squad estime que la GRC doit rendre des comptes pour le ciblage raciste des autochtones et des personnes appartenant à des minorités visibles, la destruction illégale de biens et la mise en danger imprudente et inutile de la vie des manifestants. Crédit : Mike Graeme.

Le bassin versant du ruisseau Fairy fait partie de la licence d'exploitation forestière 46 détenue par la compagnie forestière privée Teal-Jones qui exploite 59 000 hectares près de Port Renfrew, dans le sud-ouest de l'île de Vancouver. Le mouvement Fairy Creek, qui a d'abord travaillé à la protection du bassin versant du ruisseau Fairy, cherche désormais à empêcher l'exploitation de l'ensemble des forêts anciennes du sud de l'île de Vancouver.



■ Les tensions entre les manifestants et les policiers s'intensifient depuis que la GRC a commencé à appliquer l'injonction et à arrêter des manifestants en mai. Crédit : Mike Graeme.

■ Le site désormais démantelé des robes rouges à Fairy Creek relevait le lien entre l'exploitation et les meurtres des femmes autochtones au Canada et le viol de leurs terres non cédées. Crédit : Mike Graeme.

une première fois devant les bâtiments du Parlement de la Colombie-Britannique le 27 mars 2021, en prévision de l'injonction. «Une fois l'injonction accordée le 1^{er} avril 2021, le cours des choses s'est accéléré. Nous avons commencé à nous organiser davantage à l'extérieur des camps», relate Needle qui fait la navette entre Fairy Creek et Victoria.

HAZELNUT

La jeune Québécoise *Hazelnut* (Noisette) compte deux arrestations et deux remises en liberté à son actif depuis son arrivée à Fairy Creek en janvier 2021. Anxieuse face à la crise climatique, elle s'est «souvent sentie impuissante dans la vie». Fermement décidée cette fois à faire une différence, la **désobéissance civile** lui semble désormais tout indiquée. «Quand on a signé la pétition et participé à la manifestation, il n'y a plus rien à faire d'autre que de désobéir», raisonne-t-elle.

Hazelnut se remémore avec nostalgie les nombreux camps des manifestants détruits par la GRC. «Il reste des gens qui vivent dans les bois en se mettant à risque pour empêcher les bûcherons de couper les forêts. Nous, on bloque l'industrie à leur arrivée le matin. Des gens se couchent par terre ou ils s'assoient

en s'enchaînant avec leurs bras pour donner plus de temps à nos compagnons dans la forêt de s'organiser en toute sécurité», partage celle qui dit avoir récemment subi de la brutalité policière.

«C'est dur d'être victime et d'être

témoin de violences policières, mais en même temps on sait pourquoi on est là. En étant à Fairy Creek, on comprend qu'on combat beaucoup plus que pour les arbres. C'est un combat pour la souveraineté autochtone et la réforme d'un système abusif et violent», confie-t-elle.

GLOSSAIRE

DÉSOBÉISSANCE CIVILE

Refus assumé, public et pacifique de se soumettre à la loi pour des raisons éthiques

NEEDLE

Le biologiste et écologiste de formation, Needle, se sent protecteur des forêts anciennes dans lesquelles il a grandi. Deux récents rapports indiquant l'urgence de conserver les forêts anciennes ont inspiré son aventure à Fairy Creek.

Le premier rapport *BC's Old Growth Forest: A Last Stand for Biodiversity* a été préparé par la compagnie Veridian Ecological Consulting, présidée par la désormais célèbre scientifique Rachel Holt. L'autre, *A new Future for Old Forests*, est un examen stratégique des forêts anciennes commandé par le gouvernement de la province.

Quatorze recommandations en sont ressorties pour transitionner vers une sylviculture fondée sur l'écologie. Le ministère des Forêts a déclaré par courriel travailler sur les recommandations qui «suggèrent le report dans les zones où il existe un risque à court terme de perte irréversible de la biodiversité et des mesures supplémentaires pour changer le mode de gestion des forêts anciennes.»

Le biologiste et écologiste Needle s'inquiète cependant de l'abattage des forêts anciennes, sachant qu'elles sont les plus résistantes aux changements climatiques. «Elles peuvent aussi aider d'autres forêts à se régénérer plus rapidement et vigoureusement. Ce type de refuge pour la biodiversité permettra à d'autres forêts d'accueillir plus de biodiversité et de participer à sa préservation.»



Si Rainbow Eyes pouvait retourner à Fairy Creek, malgré une dernière arrestation violente, elle «serait là, avec tous les autres, à être complètement et totalement



Dans un monde de plus en plus urbanisé, les forêts anciennes sont un lieu où le vivant peut se réfugier et trouver la paix en présence d'arbres majestueux. Crédit : Mike Graeme.



t traumatisée et abusée par la GRC.» Crédit : arvinoutside.

LES FORÊTS ANCIENNES

«Les forêts anciennes sont celles qui n'ont pas subi de perturbations importantes, telles que des feux de forêt et des coupes à blanc, depuis un siècle ou plus selon le type de forêt. Cependant, il n'est pas facile de déterminer l'âge exact à partir duquel une forêt devient ancienne, car la composition et la durée de vie d'une forêt varient considérablement en fonction du climat, de la géographie et du sol.» Source : Conservation de la nature Canada.

Les forêts côtières de la Colombie-Britannique sont considérées comme anciennes par le gouvernement de la province si elles contiennent des arbres de plus de 250 ans. Certains arbres peuvent avoir jusqu'à 2000 ans.

POUR PLUS D'INFORMATIONS :

L'INJONCTION QUI A PERMIS CETTE COUPE DÉNONCÉE NOTAMMENT PAR LES ENVIRONNEMENTALISTES : [HTTPS://BIT.LY/3U6QA9P](https://bit.ly/3U6QA9P)

L'ORGANISATION QUI SE BAT POUR ÉVITER UN DÉSASTRE ÉCOLOGIQUE QUI CONTRIBUERA À LA CRISE CLIMATIQUE, SELON PLUSIEURS SCIENTIFIQUES COMME SUZANNE SIMARD : [HTTPS://LASTSTANDFORFORESTS.COM/](https://laststandforforests.com/)

POUR TOUT SAVOIR SUR LES FORÊTS ANCIENNES : [HTTPS://BIT.LY/3KPV3WE](https://bit.ly/3KPV3WE)

Selon lui, les manifestants souhaitent que la Première Nation Pacheedaht puisse avoir le contrôle de ses terres, ce qui n'est pas le cas pour la zone exploitée par la compagnie forestière Teal-Jones. «Nous essayons simplement de tenir bon jusqu'à ce que le gouvernement fasse ce qu'il est censé faire en fournissant un financement de conservation aux Pacheedaht afin qu'ils n'aient pas à participer à l'exploitation des dernières forêts anciennes sur leurs terres [par une tierce partie] et qu'ils cessent d'être contraints d'accepter des accords terribles de ces entreprises forestières.»

RAINBOW EYES

La manifestante de la Première Nation Da'naxda'xw-Awaetlala sur l'île de Vancouver, *Rainbow Eyes* (Yeux arc-en-ciel), en est à sa quatrième arrestation et sa remise en liberté est désormais sous conditions. Lors de sa troisième arrestation, son tambour a également été confisqué et il est «toujours en prison». Le fameux tambour devrait comparaître en justice le 25 octobre.

Formée comme gardienne des terres pour sa nation à l'Université de Victoria, la femme dans la trentaine voit le mouvement comme le début possible de la réconciliation. «Ce sont les citoyens

qui travaillent à la réconciliation devant l'absence du gouvernement, situation qui semble faire son affaire. John Horgan "s'il vous plaît, dites quelque chose". Justin Trudeau "dites quelque chose". La situation attire l'attention internationale, vous savez ce qui se passe mais vous restez silencieux. Voilà comment ça se passe. Nous le savons aussi dans les Premières Nations, chaque nation le sait. Ces gens laissent les choses s'effondrer puis ils interviennent quand ça leur semble bon pour l'économie», croit-elle.

Pour *Rainbow Eyes*, la fin potentielle de l'injonction le 26 septembre a peu de signification. «Je suppose que je serai heureuse que la GRC soit obligée de partir, mais je n'ai plus confiance dans le système. Ils trouveront toujours un moyen d'arriver à leur fin, à moins que nous fassions suffisamment de bruit, que nous soyons solidaires», conclut-elle.

Pendant ce temps, la GRC a demandé à la Cour suprême d'indiquer de façon précise ce qu'ils doivent faire sur le terrain pour s'assurer que l'injonction soit respectée

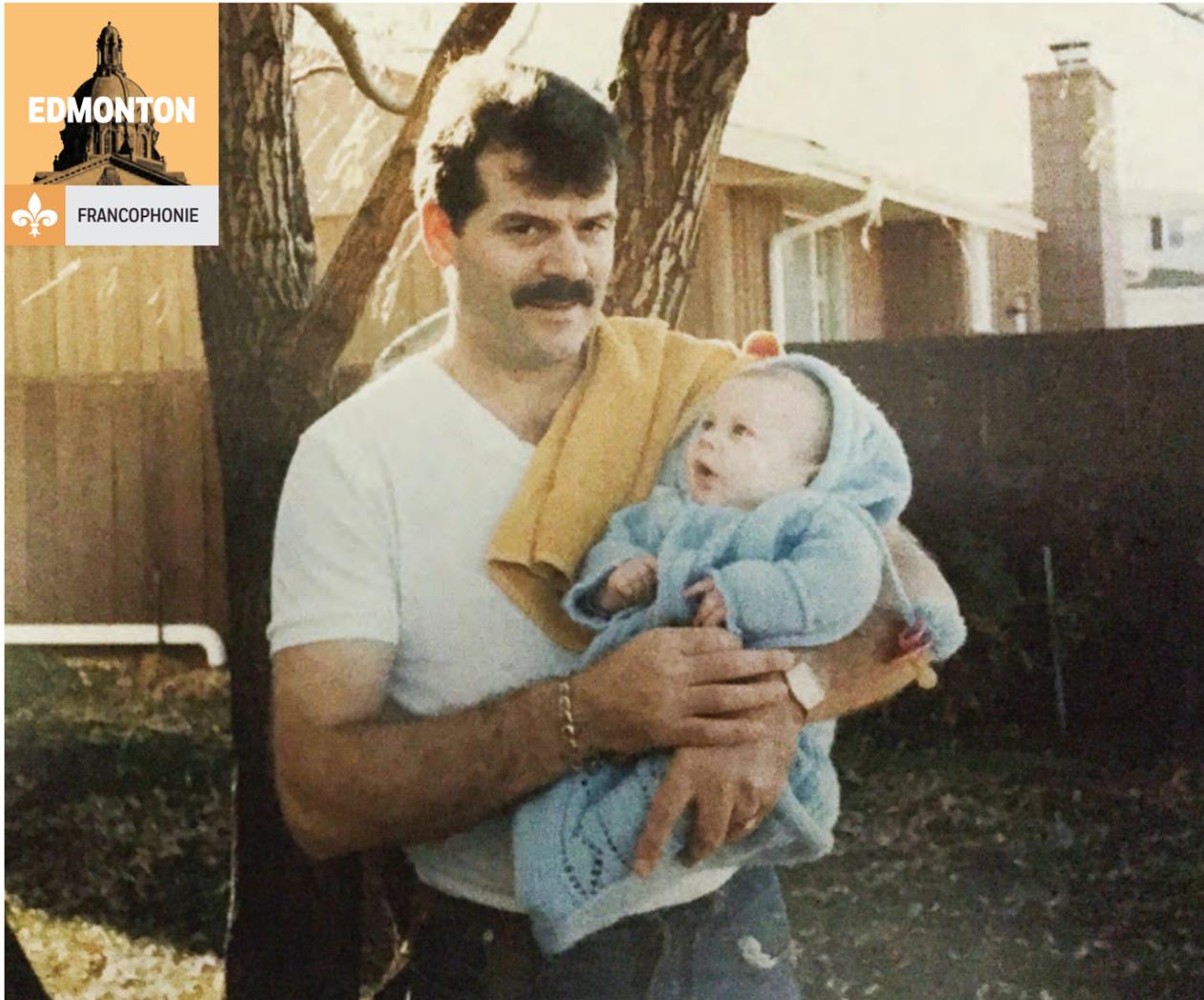
*À noter: Le pseudonyme des manifestants a été utilisé à des fins de protection personnelle. ▲



■ *Rainbow Eyes* indique que l'Équipe de liaison de la Division (ELD) de la C.-B. de la GRC demande aux manifestants de ne pas jouer du tambour sur la ligne de front. Crédit : arvinoutside.



■ Le mouvement de Fairy Creek s'est étendu dans plusieurs communautés à l'extérieur de l'île de Vancouver. Crédit : Marie-Paule Berthiaume.



EDMONTON

FRANCOPHONIE

Gilles avec son fils au pied de l'arbre alors que celui-ci était encore jeune. Crédit : Courtoisie.

«COMME UN MEMBRE DE LA FAMILLE»

Quand **Gilles et Debbie** ont acheté leur maison dans le quartier Ermineskin en 1989, ils ont été charmés par le saule argenté qui occupait une bonne place dans l'arrière-cour. Ils ignoraient à l'époque qu'il allait devenir un des plus grands arbres sur une propriété privée de la ville d'Edmonton. Aujourd'hui, le couple est dans l'obligation de s'en départir. Une décision difficile qui vient avec un prix à payer.

« Le saule mesure plus de 80 pieds de haut et à peu près 80 pieds de large », ricane Gilles. Il ne fait pas que de l'ombre dans leur cour. Il dépasse chez les voisins qui se plaignent notamment de devoir ramasser ses feuilles. Des **désagréments** qui ont amené certains voisins mécontents à leur envoyer des plaintes par courrier.

Les relations difficiles avec le voisinage ne sont pas les seules raisons qui poussent Gilles et Debbie à faire couper leur arbre. C'est plutôt une question de sécurité. « On a peur que l'arbre tombe sur la maison, dans la cour ou, pire encore, sur des gens », explique Gilles.

C'est ainsi que les propriétaires auront donc à déboursier plusieurs milliers de dollars pour procéder à cette coupe. Si les frais sont conséquents, le plus difficile pour eux est qu'ils perçoivent cet arbre comme un membre de la famille, présent depuis plus de trente ans.

UNE HISTOIRE DE FAMILLE

Si ce saule pouvait parler, il en aurait long à raconter sur la famille de Gilles et Debbie. Toutes les occasions célébrées sous ses feuilles et les exploits des petits-enfants qui ont grimpé sur ses branches en feraient sourire plus d'un.

« Nous avons une photographie de notre plus jeune fils dans les bras de son père devant le saule. Et quand notre autre fils s'est marié, on a pris des photos avec les garçons d'honneur sous l'arbre », raconte Debbie. Il a également servi d'habitat pour des familles d'oiseaux qui

ont pris place dans les petites cabanes qui y sont accrochées, fait remarquer le couple.

GENEVÈVE BOUSQUET
JOURNALISTE

Dernièrement, le couple a organisé une fête dans la cour pour souligner la vie de leur arbre. « Nous avons reçu la famille et la mère de Gilles qui aime beaucoup cet arbre. Celui-ci lui rappelle la ferme où elle a élevé ses enfants », ajoute-t-elle.

« NOUS AVONS UNE PHOTOGRAPHIE DE NOTRE PLUS JEUNE FILS DANS LES BRAS DE SON PÈRE DEVANT LE SAULE. ET QUAND NOTRE AUTRE FILS S'EST MARIÉ, ON A PRIS DES PHOTOS AVEC LES GARÇONS D'HONNEUR SOUS L'ARBRE. »

Debbie



GLOSSAIRE

DÉSAGRÉMENT

Sentiment désagréable causé par un événement fâcheux.

L'HOMME QUI AIMAIT LES ARBRES

Gilles s'y connaît en bois. Ce coiffeur de longue date s'est découvert une passion pour le travail du bois. Depuis plusieurs années, il crée des

oeuvres allant du bouton aux boîtes décoratives qu'il vend au marché des fermiers de Strathcona.

Malheureusement, le saule blanc n'offre pas un bois de qualité pour les projets de l'artisan, mais il souhaite tout de même récupérer quelques morceaux pour leur donner une seconde vie.

Gilles et Debbie espèrent aussi conserver une partie de l'arbre dans leur cour. « Ce que l'on compte faire est de couper les troncs à différentes hauteurs et s'en servir comme plateformes. Je construirai de petites maisonnettes qui seront placées sur chaque tronc pour former une sculpture », explique Gilles. Une façon de garder un peu de l'âme de leur vieux saule argenté. ▲



Gilles et Debbie au pied de l'arbre aujourd'hui important avant qu'ils ne le coupent. Crédit : Courtoisie.

Une éducation francophone de grande qualité qui offre des occasions uniques aux diplômés

UN MONDE DE RÉUSSITE





ON VOUS ATTEND DANS UNE DE NOS 19 ÉCOLES !

centrenord.ab.ca
780 468-6440

réseau
presse

LAURÉATS 2021

DES PRIX D'EXCELLENCE
DE LA PRESSE FRANCOPHONE



prix d'excellence
de la presse francophone
2021



Crédit photo : Amélie Lafrance.

**JOURNAL
DE L'ANNÉE**
LE VOYAGEUR
(ONTARIO)

**PRIX
D'EXCELLENCE
GÉNÉRALE**

**PRIX D'EXCELLENCE
GÉNÉRALE ANTIDOTE POUR
LA QUALITÉ ÉDITORIALE**

LE VOYAGEUR
(ONTARIO)

**PRIX D'EXCELLENCE
GÉNÉRALE POUR LA
QUALITÉ GRAPHIQUE**

LA LIBERTÉ
(MANITOBA)

**PRIX D'EXCELLENCE
GÉNÉRALE POUR LA
PRÉSENCE NUMÉRIQUE**

L'EXPRESS
(ONTARIO)

PRIX D'EXCELLENCE

PRIX D'EXCELLENCE POUR
L'ARTICLE D'ACTUALITÉ DE L'ANNÉE

L'EAU VIVE
(SASKATCHEWAN)

PRIX D'EXCELLENCE POUR L'ARTICLE
«ARTS ET CULTURE» DE L'ANNÉE

L'AQUILON
(TERRITOIRES DU NORD-OUEST)

PRIX D'EXCELLENCE POUR
L'ARTICLE COMMUNAUTAIRE
DE L'ANNÉE

LE NUNAVOIX
(NUNAVUT)

PRIX D'EXCELLENCE POUR
L'ÉDITORIAL DE L'ANNÉE

ACADIE NOUVELLE
(NOUVEAU-BRUNSWICK)

PRIX D'EXCELLENCE POUR
LA CHRONIQUE DE L'ANNÉE

L'AQUILON
(TERRITOIRES DU NORD-OUEST)

PRIX D'EXCELLENCE POUR LA
NOUVELLE EXCLUSIVE DE L'ANNÉE

ACADIE NOUVELLE
(NOUVEAU-BRUNSWICK)

PRIX D'EXCELLENCE POUR LA «UNE»
DE L'ANNÉE

AGRICOM
(ONTARIO)

PRIX D'EXCELLENCE POUR LA
PHOTOGRAPHIE DE L'ANNÉE

LE DROIT
(OTTAWA)

PRIX D'EXCELLENCE POUR LE PROJET
SPÉCIAL IMPRIMÉ DE L'ANNÉE

LA LIBERTÉ
(MANITOBA)

PRIX D'EXCELLENCE POUR LE PROJET
NUMÉRIQUE DE L'ANNÉE

EX AEQUO
L'AURORE BORÉALE
(YUKON)

LE GABOTEUR
(TERRE-NEUVE-ET-LABRADOR)

Réseau.Presse tient à remercier ses partenaires :

unis^{tv}



Druide



Celles et ceux qui s'occupent d'ainés en situation de dépendance sont au bord de l'épuisement depuis le début de la pandémie. Pour les proches aidants francophones en situation minoritaire, bénéficier de soutien dans leur langue maternelle peut se révéler un parcours du combattant. Crédit : Sabine van Erp - Pixabay.

LE PARCOURS DU COMBATTANT DES PROCHES AIDANTS FRANCOPHONES EN MILIEU MINORITAIRE

Celles et ceux qui s'occupent d'ainés en situation de dépendance sont au bord de l'épuisement depuis le début de la pandémie. Pour les proches aidants francophones en situation minoritaire, bénéficier de soutien dans leur langue maternelle peut se révéler un parcours du combattant.

FRANCOPRESSE

Il y avait 7,8 millions d'aidants naturels au pays en 2018 selon Statistique Canada. Autrement dit, environ un Canadien sur quatre âgé de 15 ans et plus soutient régulièrement un proche dont l'autonomie est diminuée par une maladie, un handicap ou l'âge.

Déjà important, ce nombre est amené à croître au gré d'un vieillissement de la population qui accroît la fréquence des maladies neurodégénératives.

Il existe une grande diversité de situations et de vécus. Alors que la plupart des Canadiens consacrent moins de 10 heures par semaine à leurs responsabilités d'aidant, 15 % y consacrent de 10 à 19 heures et 21 %, 20 heures ou plus, rapporte encore Statistique Canada.

Certains vivent avec la personne dépendante, tandis que d'autres viennent la visiter le plus souvent possible, voire passent leur temps au téléphone à gérer différents problèmes.

Les proches aidants ont toutefois un point commun : celui d'avoir vu leur quotidien chamboulé lorsque ce nouveau rôle leur a été attribué. Les sacrifices, nombreux et difficilement mesurables, se sont multipliés sur les plans financier, professionnel, médical et social.

Plusieurs finissent d'ailleurs par s'isoler, leur santé physique et mentale se dégradant à petit feu.

«MA VIE EST COMME ENTRE PARENTHÈSES»

À l'Île-du-Prince-Édouard, Noëlla Richard raconte la solitude qui s'est abattue sur elle lorsqu'elle a commencé à s'occuper de sa mère, il y a neuf ans. Depuis, l'Acadienne et son frère se relaient pour prendre soin de la nonagénaire, restée à son domicile, souffrant de démence et de graves problèmes de mobilité.

«Ça a changé ma vie sociale, je ne peux plus sortir comme je veux. Il faut toujours être avec elle, la nourrir, faire attention à ses médicaments, témoigne-t-elle. Je dois remettre à

plus tard mes projets personnels, ma vie est comme entre parenthèses.»

Noëlla Richard décrit aussi son épuisement : «Ça joue sur ma santé mentale, je ne prends pas souvent du temps pour penser à moi.»

Mais pas question pour autant de se laisser aller : «C'est une bonne satisfaction d'accompagner ma mère dans le dernier chapitre de sa vie, on respecte son souhait de ne pas aller en foyer», confie-t-elle.

Ce genre d'histoire, Suzanne Dupuis-Blanchard en entend régulièrement. La professeure à la Faculté des sciences de la santé et des services communautaires de l'Université de Moncton et directrice du Centre d'études du vieillissement (CEV) souligne que les femmes sont davantage susceptibles de faire des sacrifices pour appuyer un proche : «Généralement âgées de 50 à 60 ans, elles continuent de travailler tout en s'occupant de leurs parents fragilisés et de jeunes adultes encore à la maison.»

L'ÉPREUVE DE LA PANDÉMIE

Les dispositifs d'aide ne sont pas toujours à la hauteur. En 2018, toujours selon Statistique Canada, un tiers de celles et ceux qui s'occupaient de personnes en situation de dépendance étaient insatisfaits du soutien reçu.

Le droit au répit, les prestations financières ou les soins à domicile existent, mais dans les faits, ils ne sont pas systématiquement utilisés, car les démarches pour y avoir droit sont trop compliquées.

«C'est un système assez lourd pour des individus peu familiers des services sociaux, explique Suzanne Dupuis-Blanchard. Surtout, les proches n'aiment pas avouer leurs faiblesses et tiennent le coup jusqu'à ce qu'une crise éclate.»

Pour les proches aidants francophones en situation minoritaire, c'est la double peine : «Il est plus difficile d'accéder à de l'information et à des conseils en français, et il faut attendre plus longtemps pour bénéficier de services», regrette Annie Robitaille, professeure à l'École interdisciplinaire des sciences de la santé (ISHS) de l'Université d'Ottawa.



«[...] JE DOIS REMETTRE À PLUS TARD MES PROJETS PERSONNELS, MA VIE EST COMME ENTRE PARENTHÈSES.»

Noëlla Richard

GLOSSAIRE
DÉTRESSE
État de danger qui peut compromettre la santé d'une personne

«DU JOUR AU LENDEMAIN, C'ÉTAIT UN DILEMME ÉTHIQUE ET ÉMOTIONNEL.»

Suzanne Dupuis-Blanchard

À ces difficultés s'est brutalement superposée la crise sanitaire, quand les professionnels de la santé intervenant à domicile ont cessé de venir et que les programmes de répit ont été mis sur la glace.

«C'était un fardeau supplémentaire; les proches aidants ont dû effectuer des tâches dont ils n'ont pas l'habitude, réaliser des actes, médicaux notamment, habituellement effectués par des professionnels, souligne Annie Robitaille. Ça pu être source de tensions, détériorer les relations.»

LA LANGUE, UN STRESS SUPPLÉMENTAIRE

Noëlla Richard confirme avoir vu sa charge s'alourdir.

«Les quelques heures de soins hebdomadaires dont bénéficie ma mère ont été coupées les premiers mois, on a dû tout faire nous-mêmes. J'ai dû lui donner le bain, raconte-t-elle. C'était plus dur, je n'avais plus de temps pour souffler, plus grand monde ne venait la visiter.»

La peur de contaminer les aînés était également présente, observe Suzanne Dupuis-Blanchard : «Du jour au lendemain, c'était un dilemme éthique et émotionnel. Les familles ont dû s'organiser pour limiter les contacts, se voir uniquement à l'extérieur des maisons, livrer les repas sur le perron.»

Si les services à domicile et les programmes de répit ont été progressivement rétablis au fil des mois, il en a été tout autrement au niveau des foyers de soins et des centres d'hébergement de longue durée. Les familles se sont vues refuser l'accès à ces structures pendant de longs mois.

«Les appels téléphoniques ou vidéos, les visites à travers des fenêtres ne remplacent pas le contact humain. Les personnes âgées se sont enfoncées dans la solitude», déplore Annie Robitaille.

Suzanne Dupuis-Blanchard souligne pour sa part les inquiétudes des francophones en milieu minoritaire quant à la langue lorsque les soignants sont anglophones.

RECONNAÎTRE LE RÔLE ESSENTIEL DES PROCHES AIDANTS

Cette séparation, brusque et imposée, a eu de lourds impacts sur la santé mentale des proches aidants.

«Leur détresse psychologique est immense. Ils sont victimes d'anxiété, de dépression, ils ont l'impression d'avoir manqué une année de vie de leurs parents déjà âgés», révèle Suzanne Dupuis-Blanchard, qui a mené une étude sur le sujet auprès de 17 familles néobrunswickoises.

L'universitaire tire la sonnette d'alarme sur les conséquences à long terme : «Une fois la COVID-19 derrière nous, on va oublier ce qui s'est passé alors que la détresse psychique ne va pas disparaître. On doit se donner les moyens financiers et humains de la prendre correctement en charge.»

Suzanne Dupuis-Blanchard et Annie Robitaille, qui collaborent actuellement à une étude sur l'impact de la pandémie sur les aidants des aînés à domicile dans les communautés de langue officielle en situation minoritaire, appellent plus que jamais à reconnaître le rôle essentiel des proches aidants.

«Ce sont des partenaires du corps médical, surtout à l'heure où il y a une pénurie de main-d'œuvre dans le secteur», plaide Suzanne Dupuis-Blanchard.

De son côté, Annie Robitaille suggère d'intégrer davantage les familles au parcours de soins : «La COVID-19 a mis de l'avant leur importance, mais il reste du chemin à faire. On doit maintenant adopter une approche différente; les médecins, les infirmiers ne doivent pas prendre de décisions à la place des familles.» ▲

SANTÉ

Ces pages sont les vôtres. Le Franco permet à ses lecteurs et lectrices de prendre la parole pour exprimer leurs opinions. Andrea van Vugt s'occupe de défense des droits des personnes handicapées et vit à Calgary, en Alberta. Elle est fondatrice et présidente de la *Disability Pride Alberta Foundation*, consultante pour le mouvement Le handicap sans pauvreté et étudiante à la maîtrise en développement communautaire.

«IL FAUT RÉFORMER LES PRESTATIONS D'INVALIDITÉ POUR ROMPRE LE CYCLE DE LA PAUVRETÉ»

Quand on a un handicap, le simple fait de prendre un cours peut faire toute la différence entre avoir de quoi se nourrir et ne rien pouvoir mettre sur la table. Il faut réformer les prestations d'invalidité pour rompre le cycle de la pauvreté.

Jusqu'à présent, les candidats aux élections fédérales n'ont presque rien dit sur les questions touchant les personnes handicapées. C'est dommage parce que nous sommes des millions à savoir que le Canada peut faire mieux pour la communauté des personnes handicapées. Il est temps de faire entendre notre voix.

Une bonne politique fédérale sur les personnes en situation de handicap dictée par l'intérêt public pourrait faire toute la différence entre une vie vécue dans la pauvreté perpétuelle et une vie remplie de possibilités. Alors qu'est-ce que votre parti compte faire à cet égard?

J'ai reçu un diagnostic d'épilepsie à la fin de mon adolescence. On ne savait pas ce qui causait l'apparition soudaine de ces crises graves. J'étais effrayée : tout à coup, je ne pouvais pas prendre la voiture ni aller travailler. Je ne pouvais même pas traverser la rue par crainte d'avoir une crise.

LES PERSONNES QUI ONT RECOURS AUX PRESTATIONS D'INVALIDITÉ DU GOUVERNEMENT VIVENT DANS LA PAUVRETÉ.”

Après de nombreux tests et des essais de médicaments, j'ai reçu de mon neurologue un diagnostic d'invalidité de longue durée. J'ai commencé à recevoir des prestations d'invalidité de longue durée de mon employeur, et finalement, j'ai eu droit aux prestations d'invalidité du Régime de pensions du Canada (RPC).

Les personnes qui ont recours aux prestations d'invalidité du gouvernement vivent dans la pauvreté. Le montant le plus bas que j'ai reçu en prestations a été de 1100 \$ par mois, et le plus élevé, de 1340 \$ par mois. À ce moment-là, le total de mes prestations était de 160 \$ par mois inférieur au revenu à temps plein fondé sur le salaire minimum et de 360 \$ par mois inférieur au seuil de ce qui est considéré comme un faible revenu en Alberta. Un grand nombre de personnes handicapées continuent de recevoir moins que ce qui m'était accordé en prestations.

J'ai essayé de reprendre le travail, mais je faisais des crises d'épilepsie durant la journée. Mon employeur ayant déclaré que ma présence sur le lieu de travail constituait un fardeau, je suis retournée à ma vie de personne au foyer et j'ai recommencé à toucher des prestations d'invalidité.

ANDREA VAN VUGT
À TITRE CITOYEN

Ces prestations m'ont

“ J'AVAIS BESOIN DE CET ARGENT POUR SURVIVRE, ET IL EST DIFFICILE DE POSTULER DES EMPLOIS QUAND ON EST HANDICAPÉ.”

permis de me payer un logement partagé, de la nourriture, des médicaments, le téléphone, des vêtements et des produits d'hygiène personnelle. Heureusement, j'ai répondu aux critères de personnes à faible revenu et la ville m'a donné une carte d'abonnement d'autobus pour que je puisse me déplacer. Mes prestations d'invalidité ne me permettaient cependant pas de faire des changements positifs dans ma vie. J'étais non seulement incapable d'aller travailler, mais mes prestations limitaient aussi ma capacité à poursuivre des études et à changer de carrière.

Le risque de perdre mes prestations était toujours présent. J'avais besoin de cet argent pour survivre et il est difficile de postuler des emplois quand on est handicapé. Les entreprises n'ont pas envie de mettre en place des mesures d'accommodement pour une personne en situation de handicap qu'elles viennent juste de rencontrer. Elles veulent la preuve que cette personne vaut les ressources qui seront mises à sa disposition. Bien que mon handicap ne nécessite pas que je doive le révéler tout de suite, je le fais généralement parce que j'ai en moyenne 11 crises par mois. Je veux que les gens sachent à quoi s'attendre si je fais une crise.

Dans la mi-vingtaine, j'ai réduit la quantité de médicaments que je prenais. Mes crises étaient plus fréquentes, mais j'avais une meilleure mémoire et mes pensées étaient plus claires. C'était un compromis risqué, mais j'étais disposée à l'accepter. J'ai alors commencé à me fixer des buts pour l'avenir. L'un de ces buts a été d'augmenter mes connaissances en mathématiques au-delà du secondaire. Les frais de scolarité et l'achat d'un manuel et d'une calculatrice s'élevaient alors à 370 \$. Puisque cette somme correspondait à 28 % de mes prestations d'invalidité mensuelles, j'ai économisé pendant plusieurs mois pour retourner à l'école et suivre ce seul cours.

Cela fait plus d'une décennie que j'ai économisé pour ce cours de mathématiques. Durant toutes ces années, j'ai été reconnaissante d'avoir accès à divers régimes et programmes fédéraux d'aide sociale. J'ai reçu des prestations du Programme de prestations d'invalidité du RPC pour pouvoir payer une partie de mes produits de première nécessité. J'ai fait appel aux ser-

vices de Santé Canada pour accéder à des hôpitaux et à des médecins et j'ai appris comment m'impliquer dans la société en tant que personne handicapée. J'ai utilisé des services d'accessibilité quand j'ai pris le risque de retourner à l'école à temps plein. J'ai parfois fait appel à des services d'emploi de personnes handicapées pour chercher du travail chez un employeur disposé à prendre des mesures tenant compte de mon invalidité neurologique.

Il ne devrait pas être si difficile que ça de s'impliquer dans la société. Il ne devrait pas être si risqué que ça de retourner à l'école. Il ne devrait pas être intimidant de chercher un emploi en tant que personne handicapée, mais ça l'est. C'est dur, risqué et démoralisant.

GLOSSAIRE

RESTREINDRE
Enfermer l'être humain dans des limites plus étroites

Plutôt que de **restreindre** les personnes en situation de handicap, demandons à la communauté des personnes handicapées ce dont elles ont besoin pour réussir et pour s'impliquer dans notre société. Donnons à ces personnes la chance de vivre une vie riche et épanouie, où les besoins fondamentaux ne sont pas les seuls qui puissent être comblés. Faisons de l'égalité du revenu une réalité plutôt qu'une simple proposition. Et demandons à nos partis politiques fédéraux en quoi consistent leurs plans pour améliorer la vie des personnes en situation de handicap au Canada. ▲



Andrea van Vugt, fondatrice et présidente de la Disability Pride Alberta Foundation. Crédit : Courtoisie.

CES PAGES SONT LES VÔTRES

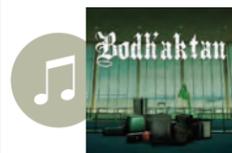
CE SUJET VOUS FAIT RÉAGIR?

PARTAGEZ VOTRE OPINION À L'ADRESSE
REDACTION@LEFRANCO.AB.CA

SUGGESTION
CULTURELLE
DU FRANCO!



Les suggestions de cette semaine sont proposées par **Luc Dupont**, directeur général de Francophonie jeunesse de l'Alberta (FJA)



• **Bodh'aktan**

Présentement, je surfe sur ce groupe franco-québécois depuis environ 5 ans. Je dirais que c'est un mélange de musique traditionnelle, irish punk et rock. Je vous conseille de leur donner une chance!



• **Zombie Kidz évolution**, d'Annick Lobet. Éditeur : Scorpion Masqué

C'est un jeu de société qui offre du plaisir à toute la famille. Jeunes guerriers coincés dans notre école, nous devons la défendre devant l'invasion de zombies. Plus on effectue de parties, plus nous débloquons de défis et de pouvoir pour les héros et les zombies.



• **Kaamelott: Premier volet** d'Alexandre Astier. Société de production : Regular Production

Cet été j'ai eu la chance d'être à proximité de cinémas francophones et je me suis gâté en allant voir le film *Kaamelott* : l'histoire du roi Arthur entouré d'une bande d'incompétents attachants. Ce film se veut la suite d'une série humoristique française qui a vu le jour dans le milieu des années 2000 (6 saisons - YouTube) pour vous mettre dans le bain! Un régal!



Lionel et Luc avec leurs deux fils Elio, 2 ans, et Lubin. Crédit : Courtoisie.

LE RÊVE DE DEUX PARENTS FRANÇAIS RÉALISÉ EN ALBERTA

Fonder une famille est une aventure rebondissante. Elle l'est encore plus lorsque le couple est homosexuel. C'est du moins ce que laisse entendre l'histoire de **Luc et Lionel**. Après maintes péripéties, le couple originaire de Nancy en France a accueilli le 18 août le petit Lubin, leur deuxième fils porté par une Albertaine.

Enseignants de profession, Luc et Lionel ont cette passion de transmettre le savoir aux plus jeunes générations. Fonder une famille leur semblait donc naturel. «On a toujours été entouré par des enfants que ce soit à l'école ou ceux de nos frères et sœurs. On a toujours eu envie d'en avoir à nous». De l'adoption à la coparentalité avec un couple de lesbiennes, ils ont étudié toutes les possibilités pour faire épanouir «leur fibre paternelle».

Après avoir discuté avec l'agence Canadian Fertily Consulting (CFC), mais aussi avec des couples qui ont eu recours à une mère porteuse, ils décident que la gestation pour autrui (GPA) est «la meilleure solution». L'agence soumet des profils de mères canadiennes au couple. La liste des pays qui autorisaient la GPA était assez mince lorsqu'ils ont commencé leur processus en 2017.

Leur choix se porte plutôt pour le Canada que pour les États-Unis, et ce, malgré que le processus y soit plus rapide. Pourquoi? Luc et Lionel émettent des réserves sur le rapport à l'argent qu'entretiennent les femmes américaines pour cette pratique médicale. Contrairement à leurs homologues du sud, le Canada interdit la rémunération pour la GPA bien que certains frais médicaux soient remboursés. Elles le font dans un élan d'altruisme : donner la chance à un couple de fonder une famille. Pour ces deux papas, la relation entre la

mère porteuse et les parents d'intention est donc plus solide émotionnellement par chez nous.

UN LONG PROCESSUS
Le couple se rend à San Diego, aux États-



■ Avril, la mère porteuse des deux fils du couple Jungels-Deprugney, qui berce le petit Lubin. Crédit : Courtoisie.

“ ON ATTENDAIT PLUS QU'UNE MÈRE PORTEUSE POUR AVANCER.”

Luc et Lionel

GLOSSAIRE

PALPABLE
Qui a un caractère véridique, que l'on peut toucher

Unis, pour créer les embryons à partir de leur sperme : «on attendait plus qu'une mère porteuse pour avancer». Au bout d'une année, les candidates se succèdent, mais aucune ne semble assez sérieuse.

C'est dans un parc public de Barcelone, en 2018, que Luc et Lionel rencontrent pour la première fois April, via Skype. Les échanges se multiplient et, au bout d'une quinzaine de jours, cette Albertaine accepte de devenir la mère porteuse de leur premier enfant Elio.

Depuis la naissance du petit blond aux yeux bleus, les quatre échangent continuellement et des liens serrés se tissent entre eux. En mars 2020, April annonce son désir de renouveler son expérience avec CFC. «On s'est dit que c'était le moment ou jamais de le faire. On lui a donc demandé si elle était d'accord».

Dix-huit mois plus tard, et ce, malgré la pandémie, Luc, Lionel et Elio (2 ans)



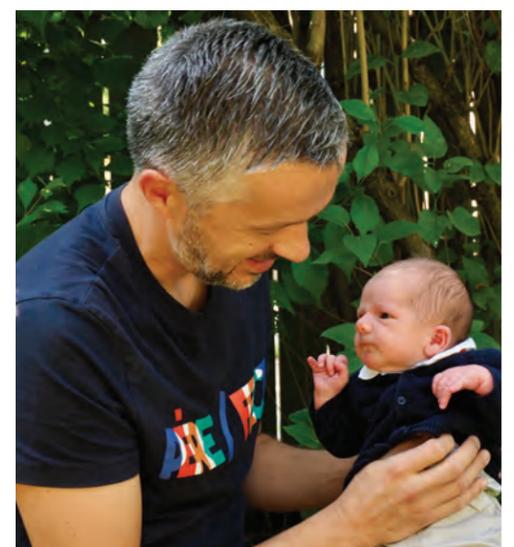
■ Le petit dernier de la famille Jungels-Deprugney: Lubin Edmond Albert Jungels-Deprugney. Comme son frère de 2 ans, Lubin est né d'une mère porteuse d'Edmonton. Crédit : Courtoisie.

“ CES ENFANTS-LÀ SONT DÉSIRÉS ET VOULUS!”
Luc et Lionel

accueillent Lubin à Edmonton. Le sourire accroché aux lèvres, le bonheur de ces hommes d'avoir deux fils est palpable. «On ne pensait même pas en avoir».

Ayant accumulé des années d'expérience en enseignement, Luc

et Lionel ont vu bien des enfants défiler sur les bancs d'école. «On est confronté, chaque année, à des enfants qui sont dans des familles et qui ne sont pas heureux pour différentes raisons ou qui n'ont pas été forcément désirés.» D'une même voix, ils assurent que les leurs ont été désirés. Difficile de penser autrement lorsque l'on sait le parcours compliqué qu'ils ont vécu pour en arriver là. «Ces enfants-là sont désirés et voulus!» ▲



■ Lionel Deprugney avec son nouveau-né à Edmonton. En honneur de la ville où son fils a vu le jour, Lionel et son conjoint ont ajouté «Edmond Albert» à son nom. Crédit : Courtoisie.



■ Dès que Lubin sera assez grand, la famille Jungels-Deprugney s'envolera vers Nancy, leur lieu de résidence, sans oublier le Canada et l'Alberta. Crédit : Courtoisie.



MÉLODIE CHAREST
JOURNALISTE



Pensionnat Port Harrison_Cr. BiblioArchives/LibraryArchives – Flickr : Groupe de religieuses avec des élèves autochtones, Port Harrison (Québec), vers 1890. Crédit : BiblioArchives/LibraryArchives – Flickr ; H. J. Woodside. Library and Archives Canada, PA-123707.

JOURNÉE NATIONALE DE VÉRITÉ ET RÉCONCILIATION : LE MOINS QU'ON PUISSE FAIRE

En juin 2021, le Parlement du Canada a adopté une loi créant une **Journée nationale de la vérité et de la réconciliation**. Il répond ainsi à l'appel à l'action 80 de la Commission de vérité et réconciliation du Canada. Ce nouveau jour férié, le 30 septembre, est une occasion de recueillement, de rassemblement, d'apprentissage et de participation à la réconciliation – mais ce n'est qu'un premier pas.

FRANCOPRESSE

La loi a pour but de «rendre hommage aux survivants des Premières Nations, des Inuits et des Métis, à leurs familles et à leurs collectivités, et veiller à ce que la commémoration de leur histoire et des séquelles des pensionnats demeure un aspect essentiel du processus de réconciliation».

Ce qui est remarquable dans la création de cette Journée, c'est sa mise sur un pied d'égalité avec le jour du Souvenir – donc avec la centaine de milliers de militaires canadiens morts à la guerre.

On se rappellera d'ailleurs que les chances de mourir des enfants dans les pensionnats étaient un peu plus grandes que celles des soldats canadiens de mourir pendant la Seconde Guerre mondiale.

UNE OCCASION D'APPRENTISSAGE

L'apprentissage de la vérité est une première étape avant toute réconciliation.

La plus grande partie de la population demeure généralement mal informée de ce que furent les pensionnats pour celles et ceux qui ont été forcés à y être institutionnalisés, des intentions véritables à leur origine ou encore des liens étroits avec le reste des politiques qui constituent un génocide au Canada.

Avoir un peu de temps et davantage d'occasions d'en apprendre plus sera essentiel à tout changement dans les relations de nation à nation – mais aussi à l'amélioration de la qualité de vie au sein des communautés autochtones.

La journée choisie, le 30 septembre, était déjà une journée non officielle de commémoration des pensionnats à travers le port du chandail orange.

L'accès aux événements qui permettent un apprentissage et une réflexion sur le passé et le présent du colonialisme au Canada n'est donc plus limité aux écoles, collèges, universités et organismes ou entreprises qui décident de souligner cette journée.

Cette présence d'un plus grand public encouragera peut-être davantage d'organismes à

développer une programmation en collaboration avec des survivant-es des pensionnats et gardien-nes de la connaissance.

RECONNAISSANCE À ÉCHELLE VARIABLE DANS LES PROVINCES

Toutefois, plusieurs provinces ont décidé de ne pas reconnaître, ou seulement partiellement, la Journée.

Les hésitations de ces provinces — la Saskatchewan, l'Alberta, le Nouveau-Brunswick, le Québec et l'Ontario — vont à l'encontre de l'esprit d'une recherche de vérité et de relations mutuellement respectueuses entre les gouvernements et les peuples autochtones.

Cette décision minimise l'importance de la vérité et de la réconciliation comme objectif collectif et comme point de départ d'une transformation non seulement des attitudes, mais aussi des politiques gouvernementales.

Certes, la relation avec les peuples autochtones est du ressort de la Couronne selon les traités qui ont permis l'établissement de populations d'abord européennes sur leurs territoires.

Selon la Constitution canadienne, par laquelle le Canada s'est sans la moindre consultation donné le droit de faire des lois pour les peuples autochtones, cette relation est du ressort du gouvernement fédéral.

Toutefois, les gouvernements provinciaux ont à prendre des décisions qui affectent les peuples avec lesquels ils partagent un territoire.

Ces gouvernements sont aussi plus proches de la population. Les cinq provinces en question hébergent environ 30 millions de personnes; leur position décourage la prise de responsabilité individuelle des Canadien-nes envers la réconciliation.

Si leurs gouvernements s'en détournent, ne s'en préoccupent pas et minimisent l'importance et la portée des pensionnats, alors que d'autres tentent de la faire voir – pourquoi les personnes non autochtones feraient-elles alors le choix de faire plus d'efforts?

Or, ce désengagement n'est pas seulement commun aux niveaux gouvernemental et personnel : les désintérets de chacun se renforcent mutuellement.



Jérôme Melançon est professeur agrégé en études francophones et interculturelles ainsi qu'en philosophie à l'Université de Regina. Crédit : Université de Regina.

“ CRÉER UNE JOURNÉE NATIONALE SE LIMITE À LA SEULE QUESTION DES PENSIONNATS ET PLACE LE PROBLÈME DANS LE PASSÉ.”

Jérôme Melançon

*** GLOSSAIRE**
DÉSENGAGEMENT
Action de quitter certaines responsabilités

Jérôme Melançon est professeur agrégé en études francophones et interculturelles ainsi qu'en philosophie à l'Université de Regina. Ses recherches portent notamment sur la réconciliation, l'autochtonisation des universités et les relations entre peuples autochtones et non autochtones, sur les communautés francophones en situation minoritaire et plus largement sur les problèmes liés à la coexistence. Il est l'auteur et le directeur de nombreux travaux sur le philosophe Maurice Merleau-Ponty, dont *La politique dans l'adversité. Merleau-Ponty aux marges de la philosophie* (Metispresses, 2018).

Moins la population non autochtone est intéressée, moins elle exigera que les politiciens prennent la vérité et la réconciliation au sérieux.

Étant donné la résistance des gouvernements provinciaux, mais aussi fédéral, à tout changement dans les relations avec les peuples autochtones, on peut d'ailleurs se demander, avec un minimum de cynisme, si ce ne serait pas là le véritable but de cette abstention.

LE GOUVERNEMENT TARDE À METTRE EN ŒUVRE LES RECOMMANDATIONS

Car il faut bien marquer que la création de cette Journée nationale est une mesure minimale. En elle-même, elle n'est pas suffisante pour atteindre les buts qu'on lui donne. Notons d'ailleurs que parmi les 94 appels à l'action de la Commission de vérité et réconciliation (CVR), seulement 14 ont trouvé réponse (et c'est là un calcul généreux : l'Institut Yellowhead n'en compte que 8).

Les commissaires de la CVR se montrent d'ailleurs préoccupés par la lenteur du processus de réponse aux appels à l'action, qui n'est lui-même qu'une première grande étape du processus de réconciliation. La montée du racisme et de la discrimination antiautochtones les préoccupe également – ce qui devrait être le cas pour toutes.

Le peu d'efforts mis dans ce processus est d'autant plus inquiétant que la mesure même de créer une Journée nationale se limite à la seule question des pensionnats et place le problème dans le passé.

Il n'est pas question de ce qui a lieu aujourd'hui : la violence contre les femmes, filles et personnes 2ELGBTQIA+ liée à tant de disparitions et de meurtres; le non-respect des droits de la personne élémentaires; la discrimination en matière de financement et de services d'éducation et de santé; la violence policière, la surincarcération des personnes autochtones et la criminalisation des mouvements de contestation; ou encore le non-respect des droits reconnus par la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones.

Instaurer et reconnaître cette Journée est donc le moindre que les gouvernements canadiens puissent faire. En parallèle, le colonialisme continue tout de même. ▲



Enfants et religieuses devant le Pensionnat indien de Mariottenam (Québec), vers 1950. Crédit : BiblioArchives/LibraryArchives – Flickr ; Bibliothèque et Archives Canada, PA-212963.



Phyllis Webstad (au premier plan) : «Avant, on disait : "Se souvenir de tous ceux qui ne sont pas rentrés chez eux", mais en 2021, les survivants et leurs familles continuent de mourir, au quotidien, partout au pays, à cause des expériences qu'ils ont vécues.» Crédit : Province of British Columbia – Flickr

LA JOURNÉE VÉRITÉ ET RÉCONCILIATION ÉCLIPSE-T-ELLE LA JOURNÉE DU CHANDAIL ORANGE?

Un jour, pour souligner l'entrée à l'école de sa petite-fille, une grand-mère lui offrit un gilet orange. Confisqué dès son arrivée au pensionnat, le gilet devint pour la petite Phyllis Webstad un symbole d'espoirs déçus. Quarante ans plus tard, le chandail refit surface lorsqu'elle décida de raconter son histoire. Aujourd'hui, le gilet arraché est devenu un symbole de la **Journée nationale sur la vérité et la réconciliation**, observée pour la première fois ce 30 septembre.

FRANCOPRESSE

Francopresse a parlé à deux femmes qui ont contribué à faire du 30 septembre un jour de réflexion : Phyllis Webstad, fondatrice de l'Orange Shirt Society, et l'ex-députée saskatchewanaise Georgina Jolibois, qui a présenté le premier projet de loi pour créer un jour férié qui commémorerait les victimes et les survivants des pensionnats autochtones.

UN GESTE SYMBOLIQUE LONGTEMPS ATTENDU

Lorsque la Commission de vérité et réconciliation du Canada (CVR) a déposé son rapport en 2015, Georgina Jolibois venait tout juste d'être élue à la Chambre des communes.

ANDRÉANNE JOLY
JOURNALISTE

Constatant rapidement qu'au Parlement, «les peuples autochtones sont une réflexion après-coup», la Saskatchewanaise a voulu faire bouger les choses.

Elle a ciblé l'appel à l'action numéro 80 de la CVR : «Nous demandons au gouvernement fédéral d'établir comme jour férié, en collaboration avec les peuples autochtones, une journée nationale de la vérité et de la réconciliation pour honorer les survivants, leurs familles et leurs communautés et s'assurer que la commémoration de l'histoire et des séquelles des pensionnats demeure un élément essentiel du processus de réconciliation.»

La députée a déposé le projet de loi C-369 en octobre 2017; il est arrivé au Sénat en avril 2019, y a trainé, puis est

mort au feuilleton avec le déclenchement d'élections générales en septembre.

Le projet de loi a refait surface un an plus tard, cette fois-ci à l'initiative du gouvernement. Il a vivoté dans les couloirs du Parlement jusqu'à la découverte d'un charnier près d'un ancien pensionnat à Kamloops.

Alors, en moins d'une semaine, le 30 septembre est devenu la Journée nationale de la vérité et de la réconciliation, un jour férié fédéral.

La route a été longue, du dépôt du premier projet de loi à la création de cette Journée. Pour Phyllis Webstad, qui dès 2013 a contribué à fonder la Journée du chandail orange du 30 septembre pour rappeler la réalité des pensionnats autochtones, c'est clairement «les ancêtres, les 215 enfants retrouvés à Kamloops qui ont accéléré la chose».

L'UNE POUR CÉLÉBRER, L'AUTRE POUR SE SOUVENIR

Dans la première mouture de son projet de loi, Georgina Jolibois avait demandé que le jour férié soit le 21 juin, Journée nationale des peuples autochtones. Le gouvernement, sous recommandation du Centre national pour la vérité et la réconciliation (CNVR), a préféré aligner cette commémoration avec la rentrée et, surtout, avec la Journée du gilet orange, «qui gagne les écoles du pays pour sensibiliser à la réalité des pensionnats autochtones.»

Avec le recul, Mme Jolibois a vu le changement : «En cours du processus, ça avait de plus en plus de sens de créer une journée spéciale pour la vérité et la réconciliation.»

GLOSSAIRE

TIR

L'objectif prévu et les moyens d'y arriver



CANADA PLACE
DENTAL

www.downtowncanadaplacedental.com

Nous offrons les services suivants :
Urgences acceptées le même jour, Traitement cosmétique, Blanchissage des dents, Remplissage en céramique, Implantations, Couronnes en céramique en une seule visite
Blanchissage de dents **GRATUITS** pour les nouveaux patients

Situé au centre-ville - édifice Théâtre Citadel
9828, 101A Avenue Edmonton (AB) T5J 3C6
Stationnement remboursé



Dr. Marc Caulombe, dentiste

Tél.: 780 424-6272 | canadaplacedental2@gmail.com

PROSPECT CARRIÈRES

NOUS EMBAUHONS DES CONSEILLERS ET CONSEILLÈRES D'ORIENTATION

DESCRIPTION DÉTAILLÉE DU POSTE

Première étape : choisissez judicieusement votre propre carrière et envoyez-nous votre candidature! Une telle décision témoignera immédiatement de votre bon jugement, étant donné que Prospect est l'un des organismes sans but lucratif les plus novateurs en Alberta, où une équipe de personnes formidables effectue un travail gratifiant.

Vous aiderez les Albertains et Albertaines à effectuer de bons choix de carrière et à atteindre leurs objectifs professionnels. Vous évalueriez les besoins, collaborerez avec d'autres membres de l'équipe afin de fournir des services d'accompagnement professionnel, aiderez les participants à examiner de nouvelles possibilités et maintiendrez un niveau de connaissances impressionnant sur le marché du travail et les pratiques exemplaires à suivre.

Si vous partagez notre passion pour l'équité, la diversité et l'inclusivité, suivez notre conseil d'orientation professionnelle et postulez sans plus tarder!

Veillez postuler sur notre site Web à l'adresse
<https://www.prospectnow.ca/?p=2537>

DR. CLAUDE BOUTIN ORTHODONTIST

wired wireless

Dr Claude Boutin

B.Sc., D.D.S., D. Ortho., F.R.C.C.
Spécialiste certifié en orthodontie

- Orthodontie pour les enfants et les adultes
- Services en français
- Cabinets de traitement privés et modernes
- Technologie de pointe
- Aucune référence nécessaire



Market Mall Executive Professional Centre

Suite 124 – 4935 40 Avenue N.O.
Calgary, AB T3A 2N1

Tél. : (403) 284-5202
www.drclaudoboutin.com

UN CHANDAIL REMARQUÉ

Ce chevauchement du nouveau jour férié sur la Journée du chandail orange honore celle qui a perdu ledit gilet, il y a près de 50 ans. Mais ce congé ne viendra pas effacer la Journée du gilet orange, foi de Phyllis Webstad : «Il y a de la place pour les deux», assure-t-elle.

En novembre 2018, le CNVR a déposé un mémoire dans le cadre des audiences du comité permanent de Patrimoine canadien entourant le projet de loi C-369. Il y plaide pour que le jour férié ait un lien direct avec la Journée du chandail orange, puisque «partout au pays, la Journée du chandail orange, dédiée à l'éducation et à la commémoration, gagne en popularité. Le travail important qui est accompli ce jour-là en milieu scolaire ne devrait pas être interrompu, mais poursuivi».

«Le 30 septembre sera toujours la Journée du chandail orange, croit Mme Webstad. Le jour férié comme la Journée du chandail orange ont été créés pour discuter de tous les aspects des écoles résidentielles, honorer les survivants et leurs familles et se souvenir de ceux qui n'ont pas survécu. Ce sera tout ça, maintenant.»

UN GILET ORANGE COMME UN COQUELICOT ROUGE?

En peu d'années, ce gilet à la couleur vive est devenu un symbole de vérité, un peu comme le coquelicot souligne le jour du Souvenir.

La campagne du coquelicot, coordonnée par la Légion royale canadienne, est encadrée par un protocole; le coquelicot est utilisé depuis 1921 et est même devenu une marque déposée. Seuls des bénévoles de la Légion royale canadienne peuvent le vendre et les fonds, à l'utilisation strictement règlementée, servent à des subventions de nourriture, de chauffage, de vêtements, d'appareils médicaux, de transport et des programmes de soutien pour les vétérans, visés par le jour du Souvenir.

Phyllis Webstad n'est pas encore certaine du rôle que pourra jouer l'Orange Shirt Society dans le déploiement de la Journée nationale de la vérité et de la réconciliation, même si l'organisme fait figure de référence. «Nous allons nous mettre à l'œuvre et faire ce que nous devons faire», laisse-t-elle simplement entendre.

L'organisme n'a pas eu l'occasion d'ajuster le tir. «Nous devons trouver quel est notre rôle, quelle est notre position, quelle sera notre stratégie et toutes ces choses», ajoute Phyllis Webstad.

L'organisme a été bousculé, il faut dire. «Nous travaillions sur un plan stratégique lorsque les 215 enfants ont été retrouvés, explique la porte-parole. Ça a tout changé.» La cadence a augmenté dans les bureaux de Williams Lake, en Colombie-Britannique.

Son plan : «Prendre du recul, respirer un bon coup et trouver ce qu'il faut faire.»

LA PART DES PROVINCES

L'un des chevaux de bataille sera d'assurer que les provinces emboitent le pas au fédéral. Georgina Jolibois et Phyllis Webstad comptent toutes deux sur la participation des provinces pour honorer le 30 septembre.

«Il y a encore beaucoup à faire, estime l'ex-députée. Sur le plan fédéral, oui, il y a une législation. Sur le plan provincial, c'est une autre histoire. Quelques provinces n'acceptent pas encore les appels à l'action de la Commission de vérité et de réconciliation», se désolait-elle. C'est notamment le cas de sa Saskatchewan natale.

Il y a du mouvement ailleurs. Au Manitoba, les écoles seront fermées le 30 septembre. La Colombie-Britannique proclame la journée annuellement depuis 2018. En Alberta, la néodémocrate Rachel Notley s'était engagée à investir dans les programmes d'éducation en 2017, alors

qu'elle était première ministre de la province.

«Les provinces sont responsables de développer les programmes éducatifs, relève Mme Jolibois. Si les écoles ne reçoivent pas l'appui de la province, elles ne le participeront pas autant.»

D'AUTRES ATTENTES POUR LE FÉDÉRAL

Il y a aussi d'autres chats à fouetter; l'instauration de la journée nationale «n'est que l'application d'une recommandation, rappelle Phyllis Webstad. Un pas dans la bonne direction».

Le gouvernement fédéral a en effet une longue liste d'enjeux à aborder. Lors de la discussion suivant la troisième lecture du projet de loi pour instaurer la Journée de la vérité et de la réconciliation, le 28 mai 2019, les députés en ont cité quelques éléments : salubrité de l'eau, financement de l'éducation, situation des filles et des femmes autochtones, mise en place du Bureau du commissaire aux langues autochtones, mise en œuvre de la Loi concernant la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones et d'autres recommandations pour la réconciliation.

Mme Jolibois, aujourd'hui mairesse de La Loche, dans le nord de la Saskatchewan, est optimiste : «Le Canada reconnaît qu'il a du travail à faire, que le temps est venu de faire les bonnes choses et de rebâtir les relations avec les peuples autochtones.»

«C'était encourageant de savoir que des parlementaires étaient très attachés à la cause et qu'ils feraient leur part pour que le 30 septembre devienne une journée nationale, poursuit-elle. Il reste beaucoup à faire. Je vais continuer à travailler pour faire une différence pour les personnes autochtones.»

En ce sens, il semble que même chaque geste peut peser dans la balance. Même acheter un gilet à sa petite-fille pour la rentrée. ▲



“ C'ÉTAIT ENCOURAGEANT DE SAVOIR QUE DES PARLEMENTAIRES ÉTAIENT TRÈS ATTACHÉS À LA CAUSE ET QU'ILS FERAIENT LEUR PART POUR QUE LE 30 SEPTEMBRE DEVIENNE UNE JOURNÉE NATIONALE.”

Georgina Jolibois



CONGRÈS ANNUEL
de la francophonie albertaine

Inspirer la francophonie

14 AU 16 OCTOBRE 2021 SUR ZOOM

ACFA | 95

AGA
2021

Inscrivez-vous
des maintenant!

acfa.ab.ca/congres-2021

Avis public



Régie de l'énergie
du Canada

Canada Energy
Regulator

NOVA Gas Transmission Ltd. (NGTL)
Projet d'agrandissement du couloir nord
(prolongement de Bear Canyon North, tronçon North Star 2 et tronçon Red Earth 3)
Avis relatif au tracé détaillé proposé aux termes de l'alinéa
201(1)(b) de la Loi sur la Régie de l'énergie canadienne

RELATIVEMENT À la Loi sur la Régie canadienne de l'énergie (la « LRCE ») et à ses règlements d'application;

RELATIVEMENT AU certificat d'utilité publique GC-131 approuvant le tracé général du projet (prolongement de Bear Canyon North, tronçon North Star 2 et tronçon Red Earth 3), un agrandissement afin de respecter des contrats de service ferme existants et incrémentiels pour la réception de gaz naturel non corrosif sur le réseau de NGTL ainsi que pour satisfaire à des besoins prévus en matière d'approvisionnement. Le projet consiste en des doubléments de pipeline d'environ 81 km composés de trois tronçons :

- doublement de la canalisation principale Nord-Ouest n° 2 (prolongement de Bear Canyon North) : d'environ 25 km de pipeline d'un diamètre de 914 mm (NPS 36) commençant à SE 10-083-12 W6M et se terminant à NW 13-085-13 W6M.
- doublement du couloir centre-nord (tronçon North Star 2) : d'environ 24 km de pipeline d'un diamètre de 1 219 mm (NPS 48) commençant à NW 36-093-24 W5M et se terminant à NW 20-093-21 W5M.
- doublement du couloir centre-nord (tronçon Red Earth 3) : d'environ 32 km de pipeline d'un diamètre de 1 219 mm (NPS 48) commençant à SE 08-091-05 W5M et se terminant à SW 33-091-08 W5M.

NGTL propose que le tracé détaillé du projet qui est illustré sur la carte qui accompagne cet avis, qui est publié conformément aux dispositions de l'alinéa 201(1)(b) de la LRCE. Il est proposé que les tracés des sections du pipeline franchissent les terrains figurant dans les tableaux ci-joints.

Si vous avez des raisons de croire que le tracé détaillé proposé pourrait nuire à vos terrains, vous pouvez vous y opposer en déposant une déclaration d'opposition écrite auprès de la Régie de l'énergie du Canada dans les 30 jours suivant la publication de cet avis. Un formulaire de la déclaration d'opposition au tracé détaillé peut être trouvé sur le site Web de la Régie à l'adresse www.rec-cer.gc.ca/declaration-opposition. La déclaration d'opposition doit préciser la nature de votre intérêt dans les terrains et les motifs de votre opposition au tracé détaillé.

Une copie de la déclaration d'opposition écrite doit être envoyée aux adresses suivantes :

Régie de l'énergie du Canada
517, Dixième Avenue S.-O., bureau 210
Calgary (Alberta) T2R 0A8
Secrétaire de la Commission
Courriel : secretaire@rec-cer.gc.ca
Téléphone : 1-800-899-1265

NOVA Gas Transmission Ltd.
450, Première Rue S.-O.
Calgary (Alberta) T2P 5H1
À l'attention de : Debbie Barnett
Courriel : debbie_barnett@tcenergy.com
Téléphone : 403-920-6938
Télocopieur : 403-920-2334

Lorsqu'une déclaration écrite est déposée auprès de la Régie dans les 30 jours suivant la publication de cet avis, la Commission de la Régie de l'énergie du Canada doit ordonner sans délai, sous réserve de certaines exceptions indiquées ci-dessous, la tenue d'une audience publique.

La Commission peut, à tout moment, rejeter une déclaration écrite, et n'est pas tenue de prendre des mesures à cet égard si la personne à l'origine de la déclaration dépose un avis de retrait de celle-ci ou si la Commission juge que la déclaration est frivole, vexatoire ou dénuée de bonne foi.

Si la Commission détermine qu'il y a lieu de tenir une audience publique, elle fixe un lieu et un moment acceptables pour l'audience et publie un avis d'audience dans au moins un numéro d'une publication, s'il y en a, largement diffusée dans la région où les terrains dont il est proposé de faire l'acquisition sont situés. La Commission enverra également un avis à chaque personne qui dépose une déclaration écrite d'opposition auprès de la Régie.

S'il est sécuritaire de le faire et si la Commission le juge nécessaire, la Commission, ou une personne autorisée par la Régie, peut faire l'inspection des terrains dont il est proposé d'être acquis, loués, pris en possession ou utilisés ou qui sont touchés par la construction du projet.

Au cours de l'audience publique, la Commission permettra à toutes les personnes qui ont déposé une déclaration d'opposition écrite de présenter des observations et elle se réserve par ailleurs le droit d'autoriser toute autre personne intéressée à lui présenter des observations, si la Commission le juge approprié.

La Commission tiendra compte de toutes les déclarations d'opposition écrites et de toutes les observations présentées au cours de l'audience pour déterminer le meilleur tracé détaillé possible pour le projet, ainsi que les méthodes et moments les plus indiqués pour la construction du projet. La Commission peut assortir son approbation des conditions qu'elle estime indiquées.

Après avoir tenu une audience concernant une partie du projet et avoir approuvé ou refusé les plan, profil et le livre de renvoi relatif à cette partie, la Commission fait parvenir une copie de sa décision et de ses motifs à chaque personne qui lui ont présenté des observations durant l'audience.

La Commission peut, par ordonnance, fixer à la somme qu'elle estime raisonnable les frais provisoires ou définitifs engagés pour la présentation, passée ou à venir, d'observations à la Commission lors d'une audience, et cette somme est versée, sans délai et de façon provisoire ou définitive, à la personne concernée par NGTL.

Une copie des plan, profil et du livre de renvoi relatifs au tracé détaillé du projet est à disposition pour inspection en ligne sur <https://www.tcenergy.com/operations/natural-gas/north-corridor-expansion-project/> ou aux emplacements suivants :

CALGARY

NOVA Gas Transmission Ltd.
 450, Première Rue S.-O.
 Calgary (Alberta) T2P 5H1
 Téléphone : 403-920-6938

MANNING

Bibliothèque municipale de Manning
 407, rue Main
 Manning (Alberta) T0H 2M0
 Téléphone : (780) 836-3054
 Courriel : librarian@manninglibrary.ab.ca

RED EARTH CREEK

Bibliothèque communautaire de Red Earth Creek
 115, rue Sandy
 Red Earth Creek (Alberta) T0G 1X0
 Téléphone : (780) 649-3540
 Courriel : librarian@redearthlibrary.ab.ca

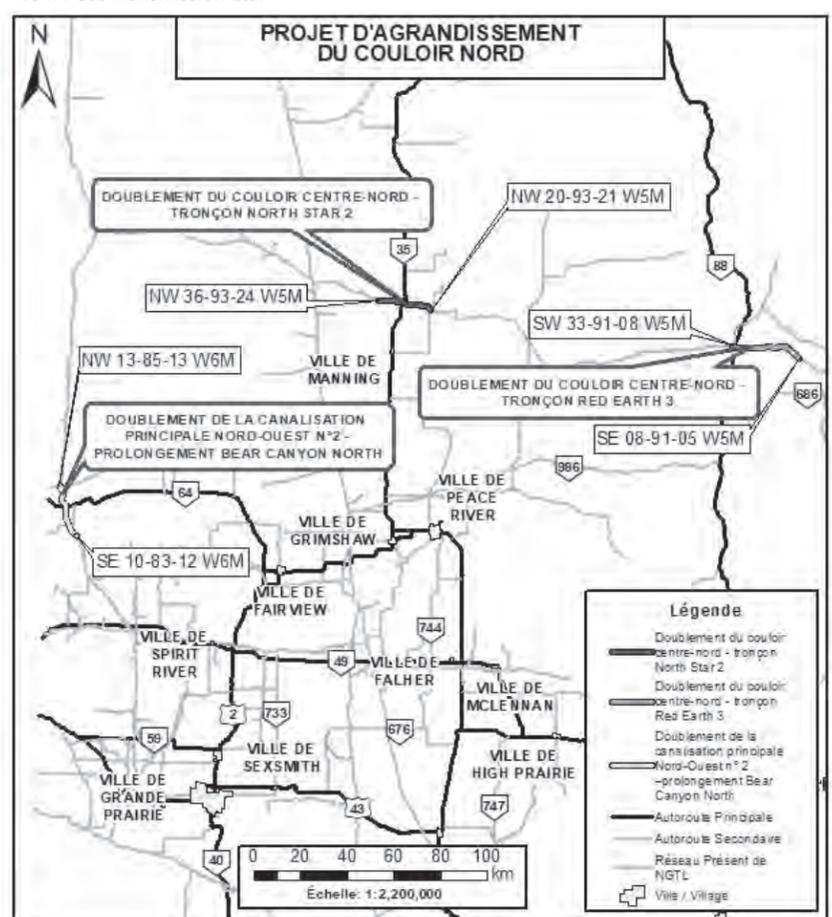
WORSLEY

Bibliothèque Worsley et du district
 216, avenue Alberta
 Worsley (Alberta) T0H 3W0
 Téléphone : (780) 685-3842
 Courriel : awdlib@hotmail.com

Veillez communiquer avec Debbie Barnett, représentant du service des terres, NOVA Gas Transmission Ltd., au 403-920-6938, ou avec la Régie de l'énergie du Canada au 1-800-899-1265 pour toute questions concernant cet avis, les des plan, profil et livre de renvoi ou de la procédure relative au tracé détaillé.

Fait à **Calgary, Alberta** le 28 jour de septembre 2021.

NOVA Gas Transmission Ltd.



Avis public

Doublment de la canalisation principale Nord-Ouest no 2 – prolongement Bear Canyon North

DESCRIPTION DU TERRAIN

SE 1/4 DE SEC-10 TWP-83 RGE-12 W6M
 NE 1/4 DE SEC-10 TWP-83 RGE-12 W6M
 NW 1/4 DE SEC-10 TWP-83 RGE-12 W6M
 SW 1/4 DE SEC-15 TWP-83 RGE-12 W6M
 SE 1/4 DE SEC-16 TWP-83 RGE-12 W6M
 NE 1/4 DE SEC-16 TWP-83 RGE-12 W6M
 NW 1/4 DE SEC-16 TWP-83 RGE-12 W6M
 SW 1/4 DE SEC-21 TWP-83 RGE-12 W6M
 NW 1/4 DE SEC-21 TWP-83 RGE-12 W6M
 NE 1/4 DE SEC-20 TWP-83 RGE-12 W6M
 SE 1/4 DE SEC-29 TWP-83 RGE-12 W6M
 NE 1/4 DE SEC-29 TWP-83 RGE-12 W6M
 NW 1/4 DE SEC-29 TWP-83 RGE-12 W6M
 SW 1/4 DE SEC-32 TWP-83 RGE-12 W6M

DESCRIPTION DU TERRAIN

NW 1/4 DE SEC-32 TWP-83 RGE-12 W6M
 NE 1/4 DE SEC-31 TWP-83 RGE-12 W6M
 SE 1/4 DE SEC-6 TWP-84 RGE-12 W6M
 NE 1/4 DE SEC-6 TWP-84 RGE-12 W6M
 SE 1/4 DE SEC-7 TWP-84 RGE-12 W6M
 NE 1/4 DE SEC-7 TWP-84 RGE-12 W6M
 SE 1/4 DE SEC-18 TWP-84 RGE-12 W6M
 NE 1/4 DE SEC-18 TWP-84 RGE-12 W6M
 SE 1/4 DE SEC-19 TWP-84 RGE-12 W6M
 NE 1/4 DE SEC-19 TWP-84 RGE-12 W6M
 NW 1/4 DE SEC-19 TWP-84 RGE-12 W6M
 SW 1/4 DE SEC-30 TWP-84 RGE-12 W6M
 SE 1/4 DE SEC-25 TWP-84 RGE-13 W6M
 NE 1/4 DE SEC-25 TWP-84 RGE-13 W6M

DESCRIPTION DU TERRAIN

SE 1/4 DE SEC-36 TWP-84 RGE-13 W6M
 NE 1/4 DE SEC-36 TWP-84 RGE-13 W6M
 SE 1/4 DE SEC-1 TWP-85 RGE-13 W6M
 NE 1/4 DE SEC-1 TWP-85 RGE-13 W6M
 SE 1/4 DE SEC-12 TWP-85 RGE-13 W6M
 SW 1/4 DE SEC-12 TWP-85 RGE-13 W6M
 NE 1/4 DE SEC-12 TWP-85 RGE-13 W6M
 NW 1/4 DE SEC-12 TWP-85 RGE-13 W6M
 SW 1/4 DE SEC-13 TWP-85 RGE-13 W6M
 SE 1/4 DE SEC-14 TWP-85 RGE-13 W6M
 NE 1/4 DE SEC-14 TWP-85 RGE-13 W6M
 NW 1/4 DE SEC-13 TWP-85 RGE-13 W6M

Doublment du couloir centre-nord – tronçon North Star 2

DESCRIPTION DU TERRAIN

NW 1/4 DE SEC-36 TWP-93 RGE-24 W5M
 NE 1/4 DE SEC-36 TWP-93 RGE-24 W5M
 NW 1/4 DE SEC-31 TWP-93 RGE-23 W5M
 NE 1/4 DE SEC-31 TWP-93 RGE-23 W5M
 NW 1/4 DE SEC-32 TWP-93 RGE-23 W5M
 NE 1/4 DE SEC-32 TWP-93 RGE-23 W5M
 NW 1/4 DE SEC-33 TWP-93 RGE-23 W5M
 NE 1/4 DE SEC-33 TWP-93 RGE-23 W5M
 NW 1/4 DE SEC-34 TWP-93 RGE-23 W5M
 NE 1/4 DE SEC-34 TWP-93 RGE-23 W5M
 NW 1/4 DE SEC-35 TWP-93 RGE-23 W5M

DESCRIPTION DU TERRAIN

NE 1/4 DE SEC-35 TWP-93 RGE-23 W5M
 NW 1/4 DE SEC-36 TWP-93 RGE-23 W5M
 NE 1/4 DE SEC-36 TWP-93 RGE-23 W5M
 NW 1/4 DE SEC-31 TWP-93 RGE-22 W5M
 SW 1/4 DE SEC-31 TWP-93 RGE-22 W5M
 SE 1/4 DE SEC-31 TWP-93 RGE-22 W5M
 SW 1/4 DE SEC-32 TWP-93 RGE-22 W5M
 SE 1/4 DE SEC-32 TWP-93 RGE-22 W5M
 SW 1/4 DE SEC-33 TWP-93 RGE-22 W5M
 SE 1/4 DE SEC-33 TWP-93 RGE-22 W5M
 SW 1/4 DE SEC-34 TWP-93 RGE-22 W5M

DESCRIPTION DU TERRAIN

SE 1/4 DE SEC-34 TWP-93 RGE-22 W5M
 SW 1/4 DE SEC-35 TWP-93 RGE-22 W5M
 NW 1/4 DE SEC-26 TWP-93 RGE-22 W5M
 NE 1/4 DE SEC-26 TWP-93 RGE-22 W5M
 NW 1/4 DE SEC-25 TWP-93 RGE-22 W5M
 NE 1/4 DE SEC-25 TWP-93 RGE-22 W5M
 NW 1/4 DE SEC-30 TWP-93 RGE-21 W5M
 SW 1/4 DE SEC-30 TWP-93 RGE-21 W5M
 SE 1/4 DE SEC-30 TWP-93 RGE-21 W5M
 NE 1/4 DE SEC-19 TWP-93 RGE-21 W5M
 NW 1/4 DE SEC-20 TWP-93 RGE-21 W5M

Doublment du couloir centre-nord - tronçon Red Earth 3

DESCRIPTION DU TERRAIN

SW 1/4 DE SEC-9 TWP-91 RGE-5 W5M
 SE 1/4 DE SEC-8 TWP-91 RGE-5 W5M
 NE 1/4 DE SEC-8 TWP-91 RGE-5 W5M
 NW 1/4 DE SEC-8 TWP-91 RGE-5 W5M
 SW 1/4 DE SEC-17 TWP-91 RGE-5 W5M
 NW 1/4 DE SEC-17 TWP-91 RGE-5 W5M
 NE 1/4 DE SEC-18 TWP-91 RGE-5 W5M
 NW 1/4 DE SEC-18 TWP-91 RGE-5 W5M
 SW 1/4 DE SEC-19 TWP-91 RGE-5 W5M
 SE 1/4 DE SEC-24 TWP-91 RGE-6 W5M
 NE 1/4 DE SEC-24 TWP-91 RGE-6 W5M
 NW 1/4 DE SEC-24 TWP-91 RGE-6 W5M
 SW 1/4 DE SEC-25 TWP-91 RGE-6 W5M
 SE 1/4 DE SEC-26 TWP-91 RGE-6 W5M
 NE 1/4 DE SEC-26 TWP-91 RGE-6 W5M

DESCRIPTION DU TERRAIN

NW 1/4 DE SEC-26 TWP-91 RGE-6 W5M
 NE 1/4 DE SEC-27 TWP-91 RGE-6 W5M
 NW 1/4 DE SEC-27 TWP-91 RGE-6 W5M
 NE 1/4 DE SEC-28 TWP-91 RGE-6 W5M
 NW 1/4 DE SEC-28 TWP-91 RGE-6 W5M
 NE 1/4 DE SEC-29 TWP-91 RGE-6 W5M
 NW 1/4 DE SEC-29 TWP-91 RGE-6 W5M
 NE 1/4 DE SEC-30 TWP-91 RGE-6 W5M
 NW 1/4 DE SEC-30 TWP-91 RGE-6 W5M
 NE 1/4 DE SEC-25 TWP-91 RGE-7 W5M
 NW 1/4 DE SEC-25 TWP-91 RGE-7 W5M
 NE 1/4 DE SEC-26 TWP-91 RGE-7 W5M
 NW 1/4 DE SEC-26 TWP-91 RGE-7 W5M
 NE 1/4 DE SEC-27 TWP-91 RGE-7 W5M
 NW 1/4 DE SEC-27 TWP-91 RGE-7 W5M

DESCRIPTION DU TERRAIN

NE 1/4 DE SEC-28 TWP-91 RGE-7 W5M
 NW 1/4 DE SEC-28 TWP-91 RGE-7 W5M
 NE 1/4 DE SEC-29 TWP-91 RGE-7 W5M
 NW 1/4 DE SEC-29 TWP-91 RGE-7 W5M
 NE 1/4 DE SEC-30 TWP-91 RGE-7 W5M
 NW 1/4 DE SEC-30 TWP-91 RGE-7 W5M
 NE 1/4 DE SEC-25 TWP-91 RGE-8 W5M
 NW 1/4 DE SEC-25 TWP-91 RGE-8 W5M
 NE 1/4 DE SEC-26 TWP-91 RGE-8 W5M
 NW 1/4 DE SEC-26 TWP-91 RGE-8 W5M
 NE 1/4 DE SEC-27 TWP-91 RGE-8 W5M
 NW 1/4 DE SEC-27 TWP-91 RGE-8 W5M
 SW 1/4 DE SEC-34 TWP-91 RGE-8 W5M
 SE 1/4 DE SEC-33 TWP-91 RGE-8 W5M
 SW 1/4 DE SEC-33 TWP-91 RGE-8 W5M



PORTES OUVERTES

Inscrivez-vous à uab.ca/openhouse

Branchez-vous le **samedi 16 octobre de 9h à 16h** pour visiter le Campus Saint-Jean, participer à des visites interactives et des présentations et pour poser vos questions.

JE M'ABONNE / J'OFFRE LE FRANCO



1 Je choisis l'abonnement papier de 24 numéros à **48\$ / an.**

Merci de m'envoyer en plus la version PDF gratuitement pendant 1 an

2 Je choisis l'abonnement numérique uniquement à **24\$ / an.**

À renvoyer accompagné de votre règlement par chèque à :

Le Franco
 Pavillon II, Suite 303
 8627, Rue Marie-Anne Gaboury (91 St) NW, Edmonton,
 AB T6C 3N1

NOM		
ADRESSE		
VILLE	PROVINCE	CODE POSTAL
TÉLÉPHONE		
COURRIEL		

Ou pour plus de facilité, payez par carte bancaire en vous connectant sur notre site WEB lefranco.ab.ca/abonnement

Des questions?
reception@lefranco.ab.ca





Bernard Salva. «L'ambiance du spectacle était chaleureuse et attentive.» Crédit : Allen Jacobson.

EDMONTON CHANTE : NOS MUSICIENS ONT SOIF DE SCÈNE

La fraîcheur de septembre n'a pas empêché les passionnés de se rendre à la 18^e édition du festival **Edmonton Chante**. Cet événement en plein air a réuni sur la scène de la **Cité francophone** de nombreux artistes heureux de retrouver un large public acquis à la cause musicale francophone.

Le festival Edmonton Chante est la «célébration de la chanson francophone», souligne Allen Jacobson, le directeur culturel de la Cité francophone.

Du jeudi au samedi, des artistes tels que Renelle Ray, Cristian De La Luna, Post Script, Crystal Plamondon et 2 Moods, ainsi que les participants de Polyfonik sont venus partager leur univers musical.

Venu spécialement du Québec, Maxime Lapointe, demi-finaliste du Festival international de la chanson de Granby en 2020, s'est dit impressionné par l'événement. Habitué des festivals québécois qu'il compare avec la Ligue nationale de hockey, il relate que les artistes de la relève n'y ont pas souvent accès. «Il faut qu'on commence dans le club-école, mais il y en a de moins en moins.»

Le Québécois a présenté pour la première fois son spectacle composé de chansons originales. «Ça l'a été un gros party! La foule a été incroyable», s'exclame-t-il. Son grand défi a été de préparer son spectacle avec ses musiciens

par visioconférence. Il peut dire mission accomplie. «Je suis très fier d'eux!»

Le vendredi soir, Bernard Salva, Maxime Lapointe, les artistes du Centre de développement musical (CDM) et



GABRIELLE BEAUPRÉ
JOURNALISTE



Maxime Lapointe. «Je suis tombé en amour avec la place.» Crédit : Allen Jacobson

“
COMME
SI NOS
FANTÔMES
S'ÉTAIENT
IMPRÉGNÉS
DANS LES
MURS. CE
RETOUR
CHEZ MOI A
VRAIMENT
FAIT DU
BIEN À MON
ÂME!”

Pierre Sabourin

Pierre Sabourin se sont succédé sur scène. Pendant deux soirs d'affilée, soit le jeudi et le vendredi, la relève féminine du CDM, constituée de Olivia Vincent, Sophie Perreux, Aimée Gagnon, Elysha Chevigny et Meera Sylvain, ont présenté leurs chansons de l'album de La Chicane 2021 sorti le 15 septembre.

Meera Sylvain s'est dite impressionnée par les performances de ses acolytes. «Les filles ont tellement bien fait. Je suis fière du travail qu'on a accompli.»

DE GRANDS RETOURS

Bernard Salva, un artiste établi de la francophonie albertaine, a profité du festival pour lancer son deuxième album *Rêveur éveillé*. «Entouré par cinq excellents musiciens dans un endroit agréable», l'artiste aux multiples chapeaux a chanté devant son public pour la première fois depuis le début de la pandémie. «C'était un moment de partage en français, un partage de goûts à travers des sons et des mots.»

Pour Pierre Sabourin, émotif lors de son grand retour après plus de 15 années d'absence, s'est laissé envahir par la nostalgie. Quelques minutes avant son entrée en scène, il a réalisé qu'il avait laissé une partie de lui-même à cet endroit mythique

de la francophonie. «Comme si nos fantômes s'étaient imprégnés dans les murs. Ce retour chez moi a vraiment fait du bien à mon âme!» À la fin de sa prestation, il était sur un nuage. «J'ai

hâte à mon prochain spectacle!»

Financé par l'ACFA régionale d'Edmonton, le festival Edmonton Chante met à l'honneur les artistes émergents et de la relève et accueille aussi des artistes déjà habitués de la scène musicale internationale. ▲

GLOSSAIRE

ATOUT
Moyen de réussir

LE FRANCO

L'ÉQUIPE

• **SIMON-PIERRE POULIN**
DIRECTEUR
DIRECTION@LEFRANCO.AB.CA

• **ÉQUIPE ÉDITORIALE**
ARNAUD BARBET
VALÉRIANE DUMONT
REDACTION@LEFRANCO.AB.CA

• **VALÉRIANE DUMONT**
ADJOINTE ADMINISTRATIVE
ET MARKETING
RECEPTION@LEFRANCO.AB.CA

• **SARAH THERRIEN**
GESTIONNAIRE DE COMMUNAUTÉ
MARKETING@LEFRANCO.AB.CA

• **GABRIELLE BEAUPRÉ**
JOURNALISTE
REPORTAGE@LEFRANCO.AB.CA

• **ISAAC LAMOUREUX**
JOURNALISTE
journaliste.edmonton@lefranco.ab.ca

• **EMMANUELLA KONDO**
JOURNALISTE
journaliste.calgary@lefranco.ab.ca

• **CORRESPONDANTS
ET CHRONIQUEURS**
ÉTIENNE HACHÉ, MÉLODIE CHAREST,
ANDRÉANNE JOLY, FRÉDÉRIC BOILY,
MARIE-PAULE BERTHIAUME, GENEVIÈVE
BOUSQUET, MARINE ERNOULT, ANDREA
VAN VUGT, JÉRÔME MELANÇON
• La maquette du journal a été réalisée par
ANDONI ALDASORO ROJAS.
• Le graphisme de cette édition a été
réalisé par **MYRIAM ROULEAU.**

LE FRANCO est la propriété de l'ACFA. Au niveau national, il est représenté par Lignes Agates Marketing (anne@lignesagates.com | 905 599-2561). Le Franco est imprimé par Central Web, à Edmonton. La reproduction d'un texte ou d'une photo par quelque procédé que ce soit est strictement interdite sans l'autorisation écrite du journal.

Lettres ouvertes: Le Franco est ouvert à la publication de lettres ouvertes. La rédaction se réserve le droit de limiter la longueur du texte ou de ne pas publier la lettre si le contenu est jugé diffamatoire, injurieux ou discriminatoire.

Annonces: Les clients ont 15 jours après la date de parution pour nous signaler des erreurs. La responsabilité du journal se limitera au montant payé pour la partie de l'annonce qui contient l'erreur, si l'erreur est celle du Franco.

Avis lecteurs: N'hésitez pas à nous faire part de vos commentaires en écrivant à l'adresse reception@lefranco.ab.ca

L'équipe du Franco reconnaît qu'elle exerce ses activités sur les territoires visés par les traités no 4, 6, 7, 8 et 10, des lieux de rencontre traditionnels et la patrie de nombreux peuples autochtones dont les Cris, les Dénés, les Sioux Nakota, les Saulteaux, les Ojibwés, les Niitsitapi (Pieds-Noirs) et les Métis. Nous prenons acte de leur empreinte sur ce territoire au fil des siècles et de leur rapport spirituel et concret à la terre, source d'un riche patrimoine pour notre vie communautaire.



Lignes Agates Marketing

réseau . presse FIER MEMBRE



Nous reconnaissons l'appui financier du gouvernement du Canada

